

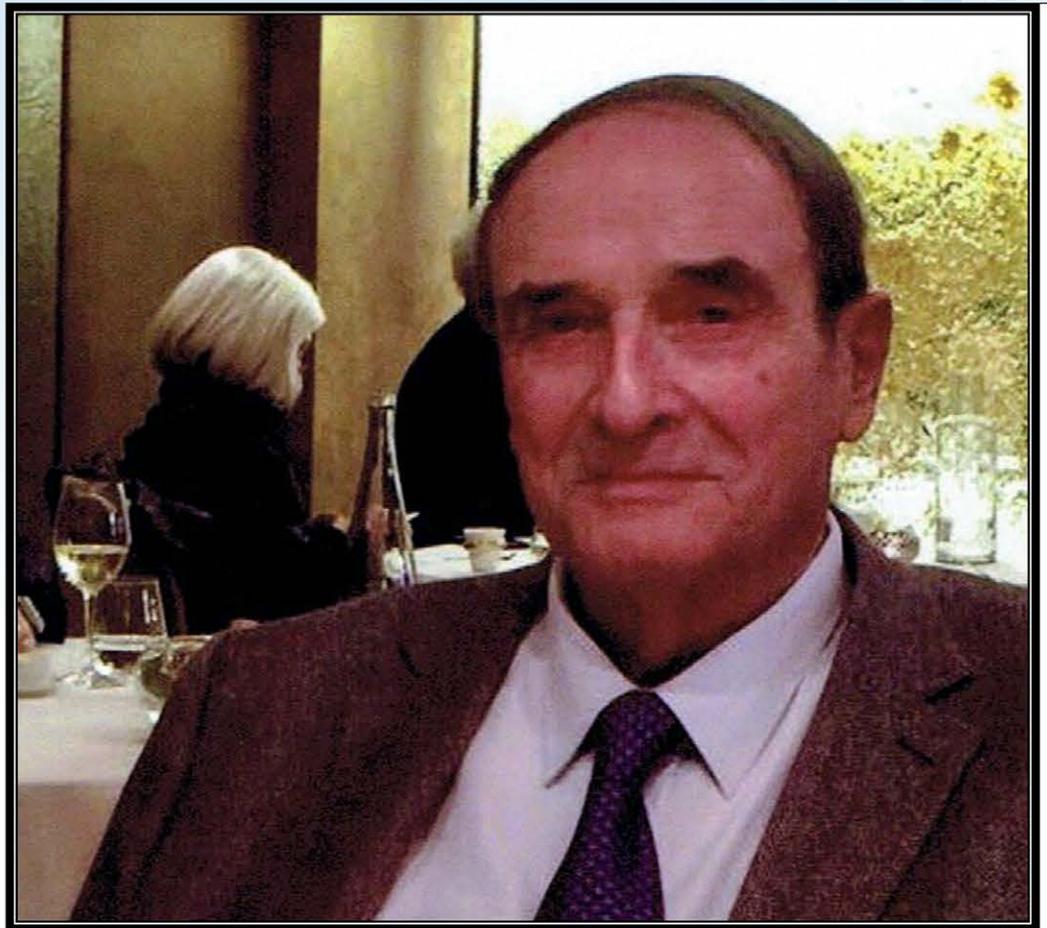
bulletin

aafi-afics

Association
des Anciens Fonctionnaires
Internationaux

Association
of Former International
Civil Servants

Octobre 2018
October 2018
Vol 77, No. 3



Jean-Jacques Chevron, ancien Président de l'AAFI
Jean-Jacques Chevron, Former AFICS President

AAFI-AFICS BULLETIN

VOL. 77, NO. 3

Octobre – October 2018

Table des matières

	Page
EDITORIAL	2
EN BREF	3
ELECTIONS AU COMITE POUR LA PERIODE 2019-2023	4
NOTES SUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AAFI-AFICS (26 AVRIL 2018)	5
CAISSE DES PENSIONS : INFORMATION.....	9
47 ^{ÈME} CONSEIL DE LA FAAFI	11
MESSAGE DU NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA FAAFI	15
UNE DECENNIE ENTIÈRE D'ACTION DES NATIONS UNIES POUR LA NUTRITION : OÙ EN SOMMES- NOUS ?	17
L'ONU SALUE LA MÉMOIRE DE L'ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL KOFI ANNAN.....	20
VOTRE SANTÉ : UN POISON SI DÉSIRABLE.....	22
APPARTEMENT EN REZ-DE-JARDIN OU ATTIQUE ?.....	23
UN PEU D'HUMOUR.....	25
L'EMPATHIE : ÉVOLUTION DU VOCABULAIRE	26
ALAIN, L'AMI DISCRET	27
HOMMAGE À FEU ISSA BEN-YACINE DIALLO, ANCIEN SG ADJOINT DES NATIONS-UNIES.....	28
IN MEMORIAM : WITOLD ZYSS (1928- 2018)	29
ILS NOUS ONT QUITTÉS	61
FORMULAIRE D'ELECTION DU COMITE AAFI-AFICS	67

Table of Contents

	Page
EDITORIAL.....	31
NEWS IN BRIEF.....	32
ELECTIONS TO THE COMMITTEE FOR THE PERIOD 2019-2023	32
NOTES ON GENERAL ASSEMBLY (26 APRIL 2018)	33
PENSION FUND INFORMATION	37
47 TH SESSION OF THE FAFICS COUNCIL.....	39
MESSAGE FROM THE NEW PRESIDENT OF FAFICS.....	42
A WHOLE DECADE OF UN ACTION FOR NUTRITION WHERE ARE WE NOW?	44
THE PASSING OF A GLOBAL STATESMAN	47
HUMAN RIGHTS : TRIBUTE TO PROFESSOR ALFRED DE ZAYAS IN 2018	49
YOUR HEALTH	52
GARDEN FLAT OR TOP FLOOR?	53
CABBAGES AND KINGS : A LITTLE SPOT OF TEA	55
A GLANCE.... SECRETS FOR HAPPINESS	56
EMPATHY: A VOCABULARY EVOLUTION	57
ALAIN – A DISCREET FRIEND	58
IN MEMORIAM : WITOLD ZYSS (1928- 2018).....	59
THEY HAVE PASSED AWAY	61
AAFI-AFICS COMMITTEE ELECTION FORM	67

AAFI-AFICS

Bureau E-2078, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

Tél : Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26

Banque UBS SA Genève (Compte : 240-128594.LUT ; IBAN : CH66 0024 0240 1285 94LUT ;
SWIFT/BIC : UBSWCHZH80A)

Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5

E-mail: aafi-afics@un.org

Site internet (français): <http://afics.unog.ch/aafi.htm>, Web (English): <http://afics.unog.ch/afics.htm>

EDITORIAL

Par Odette FOUDRAL

La confidentialité comme beaucoup de valeurs semblent être une notion dépassée. Il est vrai qu'avec les réseaux sociaux on fait ses confidences sur la toile et non plus dans un journal intime. Plus rien à cacher ou plutôt tout à montrer. Comme lorsqu'entre copines on utilise la petite phrase : « je te raconte pas » Pour ensuite tout expliquer sans aucun remords.

Alors pourquoi ne pas comprendre les représentants du personnel actif qui publient dans les réseaux sociaux le rapport d'OIOS (Bureau des Services de Contrôle Interne ou BSCI) sur la gouvernance de la Caisse des Pensions, profitant de l'occasion pour dire tout le mal qu'ils pensent de la FAFICS, ce groupe de vieux barbons qui croient tout savoir, mais qui savent vraiment, car ils ont une longue expérience des réunions du Comité Mixte !!!

Au niveau de l'AAFI et de la FAFICS nous avons appliqué à la lettre le principe de confidentialité exigé pour ce rapport et pour les documents destinés au Comité Mixte des Pensions. Était-ce une erreur, nous ne le pensons pas mais, malgré tout, beaucoup d'entre vous ont pu avoir l'impression d'une Association et d'une Fédération poussiéreuses et endormies. C'est par ailleurs une des remarques que nous a faites un de nos membres.

Tel n'est pas le cas et les représentants de la FAFICS œuvrent depuis des années pour défendre les droits des retraités et des actifs qui sont les retraités de demain.

Il est vrai que le passage à 65 ans de l'âge de la retraite pour les fonctionnaires entrant aux Nations Unies après 2018 touchera les générations futures mais le personnel actif d'aujourd'hui ne sera pas non plus impacté et participait aux négociations Sans succès.

Il va sans dire que les actifs ont été les plus touchés par les problèmes liés à la mise en place du nouveau système de gestion de la Caisse, le célèbre IPAS, nous n'en disconvenons pas. Le personnel n'a alors pas senti un réel appui des retraités et ceci a été ressenti comme une grave erreur, voire une trahison.

Mais en parallèle d'autres problèmes étaient à régler et particulièrement celui de la couverture maladie pour les retraités. Les délégués de FAFICS ont pris sur leur temps, pendant 3 longues années pour assister aux nombreuses réunions et faire entendre la voix de la raison même si on n'est jamais à l'abri de nouvelles idées farfelues pour faire des économies à tout prix.

Nos représentants ont aussi siégé au Comité de suivi de la gestion actif-passif qui a fait l'objet d'un article dans notre Bulletin de décembre 2017. A l'heure où la représentante du secrétaire général pour les Investissements ne semblait pas à sa place puisque son contrat n'a pas été renouvelé, à l'heure où des postes clés de la Division des

investissements restaient vacants, le Comité de suivi a agi pour la sauvegarde de nos intérêts, à tous, retraités et actifs.

Il conviendra donc d'être plus informatif pour mieux expliquer les différentes actions prises par la FAFICS, c'est d'ailleurs un des points que veut développer son nouveau Président, Marco Breschi (FFOA, Rome).



EN BREF

Décès de Jean-Jacques Chevron

Notre ancien Président, Jean-Jacques Chevron est décédé il y a quelques jours. Cela nous a vraiment peiné car il avait montré tant de force malgré ses problèmes de santé. Nous publierons quelques hommages dans notre prochain Bulletin.

Dans cette édition, vous retrouverez « sa patte » par le choix de certains articles.

Ce Bulletin est très triste car nous avons perdu beaucoup d'amis ces derniers mois :

Alain Vincent, Issa Diallo, Witold Zyss, Kofi Annan et maintenant Jean-Jacques Chevron.

Impôt à la source en France en 2019

Une des principales questions repose sur le droit pour les impôts de retirer de l'argent sur votre compte sans une procédure spécifique auprès de votre banque :

Voici la réponse ci-dessous :

Le paiement de l'acompte se fait par prélèvement bancaire. Or, la réglementation bancaire oblige le créancier à disposer d'un mandat, signé du titulaire du compte, l'autorisant à émettre des prélèvements sur son compte bancaire. Aussi, conformément à l'article 383-0 de l'annexe III au CGI, le mandat autorisant l'administration à réaliser les prélèvements d'acompte sur le compte bancaire du foyer fiscal est réputé signé par le contribuable dès lors que celui-ci renseigne ou valide son compte bancaire :

- soit lors de la souscription de sa déclaration d'ensemble des revenus n° 2042 (CERFA n° 10330) disponible en ligne sur le site <https://www.impots.gouv.fr/portail/> ;

- soit par voie électronique, dans l'espace de gestion du prélèvement à la source de l'espace personnel du site <https://www.impots.gouv.fr/portail/>.

Source : <http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/11267-PGP.html>

NOTE IMPORTANTE

Suite au transfert de notre boîte courriel dans un nouveau système, nous sommes restés 3 mois sans pouvoir traiter les messages. Nous en sommes désolés. Si un message nous a échappé n'hésitez pas à le renvoyer, cela nous aidera beaucoup.

La nouvelle adresse est aafi-afics@un.org

Merci de votre compréhension



ELECTIONS AU COMITE POUR LA PERIODE 2019-2023

Selon l'Article 17 des Statuts de l'Association, tous les deux ans un scrutin est organisé parmi les membres de l'Association pour élire la moitié des membres du Comité, c'est-à-dire 9 personnes. Tout candidat(e) à l'élection au Comité doit être membre de l'Association et doit être proposé par au moins trois autres membres. Les membres du Comité en fin de mandat sont rééligibles. Les nominations doivent être reçues par le Secrétariat quatre mois avant la date de la session ordinaire de l'Assemblée générale.

La liste des candidats est établie par le Président et est envoyée à tous les membres de l'Association trois mois avant la session de l'Assemblée générale. Le vote s'effectue par correspondance.

Le Comité se réunit une fois par mois. Les élus ont un mandat de quatre ans, soit 2019-2023.

Le Comité a besoin de votre collaboration, de vos idées, vos compétences et de votre confiance et, par-dessus tout, de votre engagement.

VOUS TROUVEREZ à LA FIN DE CE BULLETIN, UN APPEL DE CANDIDATURE POUR UN MANDAT DE QUATRE ANS (2019-2023).



NOTES SUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AAFI- AFICS (26 AVRIL 2018)

La réunion a été gênée par les problèmes de circulation de Genève. Il a fallu organiser la réunion de façon à pouvoir respecter les horaires prévus. De plus les travaux du Palais limitent l'accès voiture sur le site.

L'assemblée s'est recueillie en souvenir des anciens collègues disparus et du personnel qui paie un lourd tribut aux attentats.

L'administration a été représentée par Richard Neufing, Chef de la Section de Formation des Nations Unies, qui a assuré l'auditoire de la considération de l'administration pour les retraités et le travail fourni lors du Séminaire de Préparation à la retraite.

Mme Prisca Chaoui, Secrétaire Exécutive du Conseil de Coordination, a remercié l'AAFI-AFICS pour son soutien face à la diminution de l'ajustement de poste pour Genève.

Mme Sylvie Jacque a été nommée Présidente de séance.

Comptes :

Le vérificateur aux comptes, M. Mohammed Rharha a présenté les comptes car le trésorier était bloqué dans les embouteillages. Les comptes ont été publiés dans notre bulletin de juin 2018.

Il a salué la gestion rigoureuse des dépenses mais a déploré le peu de cotisations annuelles perçues.

Le vérificateur aux comptes, M. Ventura Garcia Garnateo a remercié le trésorier pour son excellent travail depuis des années.

Concernant le faible rendement des investissements il est souligné que les obligations qui arriveront à terme et que les futurs placements seront encore plus faibles.

Les comptes sont adoptés par l'assemblée.

Les vérificateurs aux comptes sont reconduits.

Il est rappelé que l'adoption du budget est de la prérogative du Comité qui publie le budget dans le rapport distribué avant l'assemblée.

La présidente d'AAFI-AFICS remercie les membres du Comité qui œuvrent bénévolement Elle appelle les membres à se présenter au Comité.

Le rapport est étudié chapitre par chapitre.

Concernant le texte de la résolution 72/262, le texte officiel en français et en anglais a été publié dans le rapport. Il est rappelé que cette résolution est la plus forte jamais votée par l'assemblée générale mettant enfin un contrôle sur le fonctionnement de la Caisse des Pensions.

Il est rappelé que le Comité se fixe des objectifs mais que les événements viennent contrecarrer les plans surtout concernant la Caisse des Pensions et les impôts en France.

Il est souligné que lors du Séminaire pour les nouveaux fonctionnaires, il faudrait souligner l'importance d'une continuité entre la représentation du personnel et l'association des retraités.

Il est rappelé que l'AAFI-AFICS participe aux séminaires de pré-retraite. Ses interventions sont appréciées mais ne déclenchent pas d'adhésion mais le fait d'être conscient de la nécessité d'une représentation des retraités.

Il est souligné que du fait des travaux sur le site des Nations unies il n'y a pas de possibilités dans l'avenir pour les retraités d'accéder en voiture.

Concernant la représentation des retraités au sein du Comité de l'assurance maladie UNSMIS, le blocage vient du refus de modifier les statuts pour donner une réelle place comme c'est le cas dans les autres organisations. On espère qu'avec la nomination du nouveau secrétaire exécutif fin mai 2018 il y a ait une opportunité de modifier des statuts qui datent de 1947 pour tenir compte du nombre croissant de retraités. Le dépôt des demandes de remboursement par INTERNET est encore assez difficile.

Il est rappelé que les retraités sont des sociétaires à part entière payant des cotisations mais l'Administration des Nations Unies reste la seule à ne pas intégrer les retraités dans le Comité exécutif. Des pistes ont été étudiées sans succès, changement des statuts, résolution de la FAFICS envoyée au secrétaire général, sensibilisation du Conseil de coordination rappelant le fait que les actifs d'aujourd'hui sont les retraités de demain. L'idée de résolution est émise et soutenue par plusieurs membres de l'assemblée mais la salle opte finalement pour une motion de soutien au Comité de l'AAFI-AFICS pour toutes les actions à prendre. La motion est immédiatement préparée et sera insérée dans le rapport de l'assemblée générale.

La motion est plus appropriée afin de respecter le fait que l'assemblée ne regroupe pas que des assurés ONU qui ne peuvent pas appuyer une résolution. Une pétition auprès de tous les assurés de UNSMIS est envisagée.

Katia Chestopalov rappelle que le **Comité de haut niveau Finances et Budget sur ASHI** travaille depuis 3 ans. Une étude utilisant la base de données des assurances des principaux pays (France, Italie, Suisse et Royaume Uni et Espagne) sur la faisabilité d'assurer les retraités via l'assurance nationale de leur pays de résidence dont les conditions se résument ainsi :

Il coûterait plus cher aux plans d'assurance des organisations de faire recours aux plans d'assurance primaire des pays de résidence que les économies escomptées

Il est plus important de contenir les coûts au sein de chaque organisation.

Présentation de la Caisse des Pensions :

(Alan Blythe, Aliamane Bacar Said and Mercedes Burguete)

Au vu de l'importance de recevoir les questions des retraités et leurs commentaires, il n'y a pas eu de présentation pour laisser le temps à la discussion.

Réaction à l'article du Guardian du 25 avril : très critique de la politique d'investissements de la Caisse des Pensions. Ce sujet ne peut pas être traité par le Bureau de Genève car il relève des Investissements. On attend donc un commentaire du RSG des investissements

Problème sur la réception de la **liste du manque de réception des CE**. Les listes sont envoyées de NY mais la suspension est déjà effective. Le bureau de Genève a déjà fait un grand suivi et seuls qui n'ont pas réagi aux rappels. Dans l'espace personnel l'information montrant que le CE a été reçu signifie qu'il a été traité et que de ce fait il n'y aura pas de suspension de versement de la pension. Le problème de non renvoi est lié à l'âge des retraités donc la liste pour les associations AAFI-AFICS est très importante.

Coût de la vie pour 2018 voir la France et la Suisse sachant que la Suisse n'a pas eu d'augmentation depuis 2008 : ajustement dollars : 2,2%, rien pour la Suisse malgré un indice négatif (qui cependant n'implique pas de diminution de pension), 2,1% pour la France. L'ajustement sera sur la pension d'avril.

Les données disponibles sur le MSS, ce qui peut être un encouragement pour s'inscrire et obtenir les données plus rapidement. La Caisse pourrait faire des séances d'appui au Palais des Nations.

Au niveau de l'information, Il n'y aura pas de **lettre annuelle** mais seulement une information sous forme de rapport financier.

Pour les personnes qui recevaient leur pension en début du mois jusqu'en août 2015 qui avaient reçu une lettre les informant que le montant serait récupéré lors du décès, l'action est difficile à accepter. La procédure a été modifiée pour récupérer le montant sur le dernier mois payé expliquant que la pension a été payée en avance et n'est donc pas due et en ne récupérant pas le montant payé en plus en août 2015.

Concernant **la fiscalité des pensions**, la différence de traitement entre chaque pays est expliquée mais les futurs retraités n'ont pas la possibilité de choisir en fonction de ce critère. Un appel est fait pour que les Nations Unies négocient avec les pays pour que les pensions ne soient pas taxables.

**Un fois de plus les fonctionnaires pensent que leur salaire n'est pas taxé.
L'information est redonnée pour le Staff assessment.**

Les représentants de la Caisse sont vivement remerciés pour leur disponibilité et pour leur présence le mardi pour une permanence dans le bureau de l'AAFI-AFICS.

Présentation de l'entrée en EMS et en Suisse : Le sujet a été mis à l'ordre du jour comme demandé lors de notre assemblée générale de 2017.

Deux représentantes pour la France, Mme Solène Wete, directrice des Cyclamens Challex, Pays de Gex (<http://www.cyclamenschallex.com/>), et Mme Elodie Ducher, Directrice des Jardins du Mont-Blanc, Haute Savoie (<http://www.lesjardinsdumontblanc.com/>),

Et Florian Erard pour la Suisse, chargé de projets pour la FEGEMS, (<https://www.fegems.ch/vie-en-ems/>)

Publicité sur le séminaire du 14 mai

L'aspect psychologique du placement en EMS est très important.

Groupe DomusVi dont font partie les deux Epad : Groupe privé de maisons de personnes âgées en France, Espagne et Portugal qui offre plusieurs services dont les maisons de personnes âgées et le service à domicile

1. 300 résidences
2. 60 agences d'aide à domicile
3. 30000 collaborateurs
4. Taux de satisfaction des utilisateurs : 92%
5. Objectif : des maisons de vie, confiance, empathie et enthousiasme
6. Une solution pour chaque situation
7. Prise en charge de la composante Alzheimer

Tarifs et aides financières :

1. Pas de frein pour la nationalité
2. Prise en charge après dossier médical, feuille d'impôts, livret de famille
3. Etude du dossier
4. Age d'entrée 88 ans
5. Indépendance
6. Possibilité de découvrir : pas lié à vie en cas de mécontentement
7. Maison de vie accueillant l'animal de compagnie
8. Dossier médical unique en France donc on peut faire des copies pour plusieurs résidences
9. Aide au deuil de la vie d'avant
10. Liberté de mouvement avec juste info en cas de sortie
11. Horaire de visites très large
12. Tarif personne étrangère 5000€
13. Tarif pour personne française aidée si affiliation à la SECU

14.APA

Remarque générale : importance de sentir le côté humain

Pour la Suisse.

1. Vente du bien pour financer l'EMS : sauf si elle a été donnée depuis plus de 10 ans
2. Aide, Service des prestations complémentaires si on a cotisé à Genève
3. Procédure en cas d'inscription préventive : Pas d'obligation d'entrée on reste sur la liste d'attente
4. Pas de différence de tarification Suisse/Etrangers
5. Système similaire dans les cantons, 150 établissements dans le canton de Vaud
6. Pas de dépôt à l'entrée
7. Problème spécifique pour les fonctionnaires ayant un conjoint affilié à l'AVS

Entrée à la journée en France et en Suisse : accueil de jour mais dans des établissements spécifiques. Pas dans les 2 présentés. En suisse également sauf dans certains établissements, Foyers de jour PROSENECTUTE. Mais accueil dans les unités temporaires d'accueil répit de quelques jours pour soulager les proches aidants.

Les aides dépendent des affiliations soit à l'AVS ou le SECU.

1. 3 tarifs : hébergement
2. Tarif Dépendance
3. Frais 3000 à 4500 € par mois avec SECU et 3500 à 5000 €. De 25 à 45€ par mois versés par la SECU

On remercie Pierre Vangeleyn qui a fait les contacts.

L'aide financière pour les fonctionnaires en Suisse reste à creuser

La présidente remercie chaleureusement les interprètes bénévoles : Andrew Brookes, Norman Lusted, Françoise Meral and Kathleen Roy Brookes ainsi que la Présidente de séance.

La séance est levée à 12 h 30.



CAISSE DES PENSIONS : INFORMATION

Le 30 juillet 2018, l'information ci-dessous a été envoyée à nos membres en utilisant les adresses courriel disponibles

L'AAFI-AFICS est un des membres fondateurs de la FAAFI (Fédération des Associations d'Anciens Fonctionnaires Internationaux) plus connue sous le nom de FAFICS.

Sa délégation a participé au Conseil annuel de la FAAFI, à Rome, du 20 au 25 juillet dernier.

Le sujet le plus préoccupant traité lors de ce Conseil a été le rapport d'audit, demandé par l'assemblée générale des Nations Unies à l'OIOS, sur la gouvernance de la Caisse des Pensions CCPNU/UNJSPF.

Ce rapport, bien que confidentiel, a fait l'objet de nombreux commentaires sur les réseaux sociaux, mettant principalement l'accent sur les attaques concernant la représentativité de la FAAFI au sein du Comité Mixte pour défendre les intérêts des retraités.

Nous n'avons pas eu en main ce-dit rapport mais les membres du Bureau ont pu partager avec l'assemblée leur désarroi quant à l'impossibilité pour la FAAFI de faire inscrire ses commentaires dans le rapport qui sera discuté au sein du Comité Mixte.

Vous trouverez, dans la note jointe, qui sera distribuée au Comité Mixte, les remarques et commentaires que ce rapport a suscité de la part des associations présentes ou représentées quant au risque de voir les retraités privés de représentation en attendant la mise sur pied d'une procédure directe d'élections de tous les retraités, procédure vague, sans aucune prise en considération de la composition tripartite du Comité Mixte. De plus ces élus dépendraient d'aucune structure pour contrôler leurs prises de position et les appuyer dans l'étude des multiples documents liés la réunion du Comité Mixte et distribués très tardivement aux participants.

Ne vous laissez pas tromper par cette soi-disant preuve de démocratie : ce n'est que du vent !

47ème session du Conseil de la FAAFI, Rome, 20-25 juillet 2018

Alerte concernant notre Caisse des Pensions

Les Droits des retraités en danger

1. Le Conseil de la FAAFI, représentant des milliers de retraités de par le monde et 63 associations locales de retraités s'est tenu à Rome du 20 au 25 juillet dernier.
2. Le Conseil s'est réjoui d'apprendre que la Caisse des Pensions en en bonne santé, en équilibre financier, avec un résultat de l'enquête actuarielle proche de zéro, et ayant édité créditée d'une opinion favorable des auditeurs.
3. Le Conseil de la FAAFI a rappelé que, en application des Règles et Procédures de la Caisse des Pensions en vigueur, elle est la seule entité reconnue en qualité de représentante des retraités/bénéficiaires, créée il y a plus de 50 ans en accord avec l'ECOSOC, et a réaffirmé son rôle de protection et de maintien des intérêts des retraités de la CCPNU dans le monde entier.

4. Le Conseil a regretté que le rapport d'enquête, menée par les services Internes d'Investigation de l'Office (OIOS), concernant la gouvernance de la CCPNU contienne des erreurs, utilise un langage et un ton agressif, ignorant les corrections/commentaires fournis par la FAAFI.

5. Le Conseil a également regretté le manque de franc dialogue pendant la procédure d'enquête, notant que l'OIOS aboutit à des conclusions erronées, sans avoir participé à aucune réunion du Comité Mixte et en refusant catégoriquement de présenter en personne ledit rapport devant le Comité Mixte.

6. En fonction de ce qui précède, le Conseil a rejeté les recommandations touchant la FAAFI, celles-ci outrepassant le mandat de l'OIOS et s'ingérant dans les procédures internes d'une Fédération souveraine et indépendante, en particulier en tentant de limiter son rôle de représentante des retraités au sein du Comité Mixte, cherchant à imposer une procédure spécifique d'élections arguant du fait qu'elle serait plus démocratique. La FAAFI rappelle que tout membre participant à son Conseil a été élu de façon démocratique. La FAAFI demande au Comité Mixte de rejeter les attaques infondées contenues dans le rapport d'audit vis-à-vis de la FAAFI et par conséquent des retraités.

7. Le Conseil demande au Comité Mixte et à l'assemblée générale d'assumer leurs pleines obligations et de s'assurer que les décisions prises ayant trait à l'enquête sur la gouvernance de la Caisse des Pensions le soient avec pour objectif les intérêts du Système Commun des Nations Unies, de son personnel et de ses retraités.



47^{ÈME} CONSEIL DE LA FAAFI

Rapport de la délégation de l'AAFI-AFICS Genève au 47^{ème} Conseil de la Fédération des Associations des Anciens Fonctionnaires Internationaux (FAAFI) (FFOA, Rome, 20-25 juillet 2018)

La délégation était composée de :

Odette Foudral, Cheffe de délégation

Katia Chestopalov, ASHI et soutien à l'Association des anciens fonctionnaires de Moscou

Samuel Mbele-Mbong, Ageing

Mohammed Sebti, membre de la délégation de la FAFICS au Comité Mixte

Ravindra Chopra, Candidat au poste de secrétaire de la FAFICS

Jean-Paul Menu (AOMS)

Principaux points traités

1. Pensions

La réunion du « Standing Committee on Pension Issues (SCPI) », qui s'est tenue le 20 juillet, a été de la plus haute importance pour les Associations présentes. Le rapport de l'audit de l'OIOS (disponible sur notre site INTERNET) sur la gouvernance de la Caisse des Pensions a fait l'objet d'un résumé pour palier l'argument de sa confidentialité. Il faut cependant noter que les conclusions du rapport étaient déjà diffusées sur les réseaux sociaux, principalement les recommandations qui vont contre les intérêts de la FAAFI. Le problème a donc été examiné sous ses 2 aspects, au SCPI et dans le rapport de la Présidente. Cet examen a donné lieu au « Conference Room Paper (CRP ») 6, qui a été distribué à nos membres sous forme de note d'information aux membres ayant une adresse courriel ainsi qu'aux membres du Comité Mixte des Pensions.

Les présentations par le Secrétaire-adjoint de la Caisse des Pensions et par le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies (RSG) pour les investissements des avoirs de la Caisse des Pensions ont été fort appréciées, car elles apportaient, respectivement, des informations positives quant à la gestion de la Caisse et aux investissements.

Le résultat de l'étude actuarielle montre une caisse en bonne santé, malgré l'effet, peu important à ce stade, mais à suivre, de l'amélioration de l'espérance de vie des retraités.

Le professionnalisme du nouveau RSG pour les investissements a été évident, et sa promesse de travailler plus étroitement que par le passé avec la/le Secrétaire de la Caisse et Comité Mixte, la bienvenue.

2. Assurance maladie

Le « Standing Committee on After Service Health Insurance and Long-term Care (ASHIL) », réuni également le 20 juillet, a confirmé les propositions faites pour compléter les propositions concernant la prise en charge des retraités par les assurances de leur pays de résidence et celle concernant un droit progressif à une couverture complète en matière d'assurance maladie, ce qui laisserait de nombreux retraités sans couverture. Extraits :

"Eligibilité :

- Lors du départ à la retraite à partir de 58 ans,
- Avec une participation au plan d'assurance d'au moins 10 ans,

Calcul des Primes :

La FAAFI rappelle qu'en cas de départ anticipé à la retraite, la CCPNU applique une réduction de la pension versée. Ceci est basé sur le fait qu'en partant plus tôt le retraité

touchera une retraite plus longtemps créant ainsi plus d'obligations financières pour la Caisse.

Voici les calculs de primes afin d'appliquer une approche similaire concernant l'assurance maladie :

- a) 100% des primes à charge du retraité jusqu'à l'âge de 65 ans ;
- b) 75% des primes à charge du retraité dès l'âge de la retraite sauf ;
- c) pour une participation de 25 ans de cotisations, les primes à charge seraient seulement de 50%.

Ceci s'appliquerait uniquement pour les nouveaux fonctionnaires.

*La proposition de la FAAFI repose sur le fait qu'une retraite anticipée a des effets sur le montant de la retraite mais aussi sur le montant des primes d'assurance à payer.

Le problème de la prise en charge des grosses dépenses concernant le personnel local au Brésil et aux Philippines a été évoqué, retardant l'accès aux traitements des assurés.

3. Nouvelles associations

Il faut noter l'importance de la création de nouvelles associations, 2 cette année : Mauritanie et Madagascar portant ainsi le nombre d'associations affiliées à 63. Cependant ce sont les grandes associations qui doivent mener des campagnes d'affiliation car la FAAFI représente seulement 25% des retraités et ceci a été largement souligné dans le rapport d'OIOS.

4. Modification des règles internes de la FAAFI

La question a fait l'objet de la diffusion et de la présentation, de 3 documents :

Les propositions du Bureau de la FAFICS

Les propositions de l'AFICS Argentine

Les propositions de l'AAFI-AFICS Genève.

Après un long échange de vues, le Conseil a décidé que, en partant de ces 3 documents, le nouveau Bureau demandera leurs avis à toutes les Associations Membres de la FAAFI dont la plupart n'ont pas encore participé à l'élaboration de ces règles.

Le Bureau est chargé de collecter les informations et toutes autres suggestions, y compris celles du Bureau, de les mettre dans un document, et de présenter ce document au 48^{ème} Conseil de la FAAFI en 2019.

5. Elections

S'agissant des élections, Marco BRESCHI (FFOA Rome) a été élu Président pour un an et il faut noter l'absence de représentation d'AFICS-NY au bureau.

Les élus sont donc :

Ibrahim ARI TOUBO (Niger), Jerry BARTON (ARICSA Vienne), Katia CHESTOPALOV (Genève), ABU KHALED MASOOD Ahmed (Bangladesh), Mario LA FUENTE (Chile), Carlos SANTOS-TEJADA (Panama), Junko SATO (Japon)

Wolfgang MILZOW, AAFI-AFICS Genève, a été réélu Trésorier

Pour l'élection du nouveau Secrétaire, il y a eu 2 candidats :

- Ravindra Chopra, candidat proposé par AAFI-AFICS Genève
- Pierre Sayour, candidat proposé par AFUS Paris

Pierre SAYOUR l'a emporté par 23 voix contre 18 pour Ravindra Chopra qui a ainsi été parfaitement reconnu comme un candidat tout à fait valable.

6. Questions financières

L'utilisation des fonds versés par UNFCU permettra de couvrir les déplacements nécessaires du Président concernant les problèmes de la Caisse des Pensions et de OIOS.

Les petites associations ont mis l'accent sur leur difficulté à couvrir les frais liés au Conseil et en particulier aux frais de déjeuner avec la Caisse et du repas commun.

7. Ageing

Concernant AGEING, AAFI-AFICS Genève continue d'être le focal point avec l'aide de Michael Atchia (AFICS-Mauritius).

Conclusion

Ce Conseil a montré que les Associations se préparent bien en analysant la documentation reçue.

Nous avons réitéré notre soutien moral et logistique à la Fédération.

Nous avons pu avoir de nombreux échanges avec les différentes délégations.

Nous pensons, en tous cas nous avons l'espoir, que l'arrivée de M. BRESCHI à la tête de la FAAFI, et celle d'un nouveau RSG au Département de la Gestion des Investissements vont apporter des améliorations dans la gouvernance de la Fédération et celle de la Caisse, respectivement.

Odette FOUDRAL et Samuel MBELE-MBONG



MESSAGE DU NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA FAAFI

Par Marco Breschi, Président de la FAAFI

Note à l'intention des membres de la FAAFI

Chers collègues,

Un certain temps s'est écoulé depuis que nous avons conclu le Conseil de la FAAFI et le Comité Mixte de la Caisse des Pension à Rome.

Nous avons tous reçu un certain nombre de documents clés mettant en lumière les résultats de ces deux événements et toute une série de documents d'information ont été transmis. Le rapport du Conseil est le premier compte rendu de nos discussions animées et des décisions importantes prises par notre principal organe directeur.

Comme vous le savez, le rapport du Comité mixte qui résume toutes les principales décisions prises au cours de sa session annuelle à Rome fait actuellement l'objet d'un examen critique par le Comité consultatif pour les questions comptables et budgétaires (CCQAB) et sera ensuite examiné par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale pour décision.

À cet égard, nous avons tous reçu (et c'était la première fois dans l'histoire du Comité mixte) un communiqué du Comité mixte mettant en lumière les principaux sujets abordés et les résultats de la discussion. Ce document a été publié par le Président du Comité mixte en collaboration avec la direction de la Caisse des pensions dans l'intérêt exclusif de fournir une information transparente pour les parties prenantes du Comité mixte et naturellement sans préjudice de l'autorité de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) pour prendre ses décisions sur points particuliers et des résolutions finales.

La Fédération a fait en sorte que le Communiqué soit distribué à tous ses membres et j'encourage tous nos membres à lire attentivement ce document d'information.

Nous avons également reçu le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur l'audit de la structure de gouvernance du Comité mixte, qui portait sur un certain nombre de questions essentielles. Malgré le titre de l'audit, qui fait référence au Comité mixte en tant qu'entité vérifiée dans son intégralité, l'accent de l'audit semble trop mis sur la FAAFI. Je ne passerai pas en revue les différents sujets abordés dans le présent document, mais je ne peux m'empêcher de mentionner celui que nous considérons de la plus haute importance pour la vie de la Fédération, à savoir la recommandation 3 de l'audit approfondi du BSCI.

Cette recommandation stipule que le Comité mixte devrait déterminer le nombre de sièges à attribuer aux représentants des retraités et faciliter leur élection directe en tant que membres à part entière du Conseil avec droit de vote afin de garantir une représentation transparente et démocratique des bénéficiaires et de leurs intérêts.

Le Conseil d'administration, à l'exception des représentants des participants au Comité des Pensions de l'ONU, a rejeté cette recommandation parce que l'octroi de droits de vote aux représentants de la FAAFI saperait le caractère tripartite du Comité mixte lui-même, parce que les représentants de la FAAFI ne sont pas affiliés à la structure de gouvernance du Comité mixte et parce qu'elle propose des élections directes par quelque 70000 retraités. Nous nous sommes vivement opposés à cette recommandation dans le cadre du débat au Comité mixte. Nous avons souligné le caractère indépendant de notre Fédération, qui n'est pas affiliée à la gouvernance du Conseil, ne fait pas partie de sa structure tripartite du Comité mixte et enfin parce que nous croyons que notre système électoral indirect actuel garantit la démocratie, l'inclusion et la sélection de représentants qualifiés. Opter pour un mécanisme de sélection mondial avec vote direct par quelque 70000 retraités dans le monde entier et contourner les associations de retraités du pays serait extrêmement coûteux, n'aiderait pas les retraités à trouver des candidats appropriés et, enfin, perturberait la structure de notre Fédération. Encore une fois, j'encourage tout le monde à examiner le rapport du Comité mixte qui est maintenant public et disponible.

Nous aurons amplement l'occasion de débattre des résultats du Comité mixte et j'entreprendrai un examen avec les collègues du Bureau de la FAAFI sur cet important sujet.

J'en viens maintenant à mon implication personnelle en tant que Président dans les activités en cours à la suite du Comité mixte. Comme vous le savez, le rapport du Comité mixte fait l'objet d'un processus d'examen et d'approbation qui mène à l'approbation finale par l'AGNU. Le CCQAB et la Cinquième Commission jouent un rôle essentiel dans ce processus et il est indispensable que nous nous fassions entendre à cet égard. Je suis très impliqué dans cet effort, je me suis déjà rendu à New York en septembre et j'ai l'intention d'y retourner avant la fin de l'année.

Certains d'entre vous sont préoccupés par le fait que nous assurons une transparence totale tout au long du processus et je tiens à vous assurer que c'est également mon souci. Bien que je ne m'étende pas dans ce message sur les activités de la Fédération à ce stade, pour en protéger l'efficacité, je m'engage pleinement à en assurer la divulgation complète en temps opportun. Je compte sur votre confiance en la Fédération

Au cours des prochains mois, la Fédération poursuivra ses efforts pour protéger ses intérêts et ceux des plus de 70000 retraités que nous représentons dans le monde. C'est un grand défi pour nous tous et la Fédération a besoin de notre soutien impartial et passionné.

J'espère que ce message répond à certaines de vos attentes et, avec notre secrétaire Pierre Sayour, je reste vigilant sur les développements clés qui nous concernent directement.

Je souhaite à toutes et à tous un travail fructueux dans les associations que vous représentez.

Meilleures salutations, Marco Breschi, Président

NDLR : le rapport du BSCI (anglais) et du Comité Mixte 2018(français) sont disponibles sur notre site INTERNET



UNE DECENNIE ENTIÈRE D'ACTION DES NATIONS UNIES POUR LA NUTRITION : OÙ EN SOMMES-NOUS ?

La malnutrition va de déficiences nutritionnelles aigües à des prises de nourriture excessives et affecte les populations tout au long de leur vie. En 2012, l'Assemblée générale de l'OMS a adopté six objectifs pour améliorer la nutrition, l'alimentation maternelle, les nouveaux nés et les jeunes enfants. Ces objectifs sont chiffrés pour permettre d'évaluer la prédominance d'indicateurs tels que le bas taux de naissances, les retards de croissance, l'amaigrissement mais aussi le surpoids d'enfants de moins de cinq ans, l'anémie des femmes enceintes et la prédominance de l'allaitement maternel exclusif jusqu'à l'âge de six mois.

Sous-alimentation d'un côté ...

Selon les dernières estimations, le chiffre de 155 millions d'enfants de moins de cinq ans dans le monde entier montre que 813 millions de femmes entre 13 et 49 ans souffrent d'anémie, un problème de santé publique car cet

état a de graves conséquences pour les femmes mais aussi pour leur progéniture.

Surpoids et obésité de l'autre ...

Le surpoids et l'obésité ont de multiples causes. Beaucoup d'enfants grandissent dans un environnement qui les favorise car il encourage de mauvais choix dans l'alimentation et des activités physiques réduites.

En 2000, 30 millions d'enfants de moins de cinq ans souffraient de surpoids et, en 2016, ce nombre était passé à 41 millions. Le surpoids des enfants peut augmenter le risque qu'ils développent des maladies (non transmissibles) à l'âge adulte.

En 2014, on comptait dans le monde entier 600 millions d'adultes en état d'obésité.

L'alimentation maternelle exclusive est aussi un indicateur nutritionnel essentiel

On estime qu'environ 60 millions de bébés de moins de six mois sont exclusivement élevés au lait maternel, représentant 4,3% de cette population. Les mères qui privilégient cette méthode pendant les six premiers mois, réduisent la mortalité infantile et contribuent à éliminer la faim et la malnutrition de l'enfant. C'est par le lait maternel que les nouveau-nés reçoivent les substances nutritives essentielles à leur croissance optimale et à leur développement intellectuel, tout en évitant, plus tard dans leur vie, les diarrhées, les infections respiratoires aiguës et d'autres maladies (non-transmissibles). C'est pourquoi les indicateurs concernant l'amélioration de l'allaitement maternel figurent parmi les plus précieux instruments que nous possédons pour mesurer ses conséquences sur la santé.

Pourquoi est-il important de faire sans attendre l'inventaire de ces indicateurs ?

Les Objectifs de Développement Durables, mondialement acceptés, offrent une claire vision à long terme des objectifs qui motivent les parties prenantes à développer et mettre en œuvre des actions contre toutes les formes de malnutrition. La Décennie de l'Action sur la Nutrition renforce l'idée que la nutrition est la composante et l'objectif du développement durable et que des interventions sensibles sur la nutrition peuvent améliorer la situation sanitaire et économique des populations vulnérables.

La vérité est que le monde est encore loin de mettre fin à toutes les formes de malnutrition. Cependant, tout est mis en œuvre pour qu'à l'avenir, les engagements pris soient effectivement mis en œuvre.

Quelle image aura-t-on de la nutrition dans dix ans ? Compte tenu de ce que la situation actuelle aura une influence sur celle de 2025, elle fixera le programme qui devra mettre fin à toutes les formes de malnutrition.

Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde

Ce rapport, publié par la FAO, le FIDA (Fonds international de développement agricole), l'UNICEF, le PAM et l'OMS a été publié il y a quelques semaines et présente pour la première fois une évaluation mondiale de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui sont inclus dans les Objectifs de Développement Durables. Il souligne l'importance d'avoir une vision à long terme, dans le cadre d'une approche multisectorielle, pour combiner l'aide humanitaire avec des actions de développement qui assurent la sécurité alimentaire et réduisent la malnutrition.

On a évalué qu'en 2016, 815 millions de personnes souffraient de la faim dans le monde. Ceci est dû à la multiplication des conflits armés, aux répercussions du changement climatique et le lien qu'ils ont avec la sécurité alimentaire. Environ 79% des enfants en retard de croissance et 60% des personnes souffrant de la faim vivent dans des pays où il y a des conflits armés.

Lorsque ces conflits ne peuvent être évités ni contrôlés les plus pauvres et les plus vulnérables sont les plus

touchés, accroissant la concentration de la faim et de la sous-nutrition dans les pays en situation fragile. Les conflits armés arrêtent le progrès social, ont un impact désastreux sur l'économie, contribuent à faire s'envoler l'inflation, à créer la récession, à détruire l'emploi à affaiblir le financement de la protection sociale et celui de la santé publique, au lieu de permettre la disponibilité de la nourriture.

Contrôler la sécurité alimentaire et la nutrition

La compréhension des relations qui existent entre ces indicateurs de la nutrition (et de beaucoup d'autres) encouragera une bonne compréhension des statistiques présentées dans cet article. Les systèmes alimentaires sont façonnés par les forces sociales, politiques et économiques qui affectent la sécurité alimentaire et la nutrition et comportent des conséquences sur le développement économique et la santé.

La coexistence de l'insécurité alimentaire et de l'obésité même dans un même foyer, peut sembler paradoxale mais elle est bien réelle. Lorsque les ressources à consacrer à l'alimentation deviennent rares, les gens choisissent souvent de consommer des produits à bas prix qui ne fournissent

pas de calories, ce qui amène au surpoids, à l'obésité et à un déficit en microéléments alimentaires. En outre une alimentation insuffisante pendant la grossesse et la petite enfance est liée aux évolutions métaboliques qui augmentent le risque d'obésité et de maladies associées (non-transmissibles) à l'âge adulte.

Aucun pays n'est à l'abri de la malnutrition et nombre d'entre eux doivent affronter le double fardeau d'une enfance en retard de croissance et amaigrie en même temps que celui d'adultes obèses et anémiques. En conséquence, ils doivent traiter la malnutrition sous toutes ses formes. Ceci requiert un ensemble de mesures spécifiques au pays concerné, pour faire apparaître les déterminants sous-jacents de la malnutrition. Des progrès peuvent être enregistrés lorsque des initiatives à de nombreux niveaux et secteurs se réunissent pour se renforcer mutuellement en vue d'une solution commune.

Source : Diana Estevez, consultante à l'OMS, Caroline Botanos Palmieri, consultante au Centre Interaméricain pour la Santé mondiale (CISM), Gabriela Hondru, étudiante à l'université de Copenhague - dans : UN Special, novembre 2017.

Traduction : J.-J. CHEVRON

LES CALORIES COMPTENT !

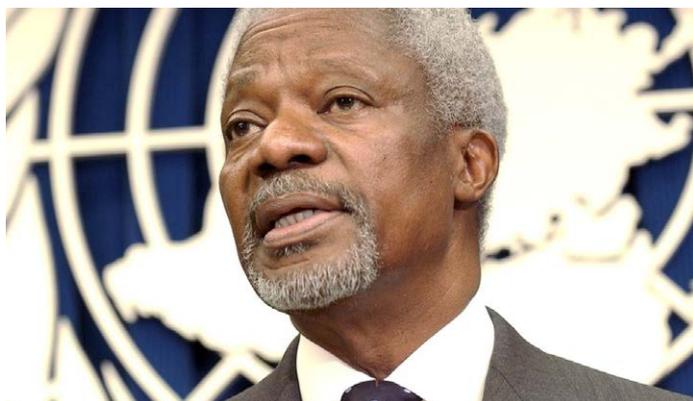
Tous les agriculteurs dans le monde produisent assez de nourriture pour stopper la faim sur la planète mais 795 millions de personnes restent sous-alimentées. La pauvreté écarte un grand nombre de gens loin de la moyenne des 2.353 calories journalières nécessaires, recommandées par la FAO. Accéder à cette moyenne est un problème fondamental selon Carlo Canero de la FAO. Les soubresauts politiques, les crises économiques et les désastres naturels peuvent bloquer la distribution de nourriture, créant des poches de pénurie qui attisent la lutte pour accéder à la nourriture.

Le monde a fait des progrès dans la lutte contre la faim. La sous-alimentation s'est réduite de 23 à 13% dans les pays en développement au cours des dernières 25 années. Ce que mangent les citoyens d'un pays reflète l'état de son économie : les gens des pays les moins prospères ont davantage de calories par la consommation de céréales ou de racines riches en féculents, alors que dans les pays industrialisés, les protéines animales, les matières grasses et le sucre constituent l'essentiel des repas.

Source : Kelsey Nowakowski dans le « National Geographic » magazine octobre 2017.



L'ONU SALUE LA MÉMOIRE DE L'ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL KOFI ANNAN



« Le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, était une force directrice pour le bien », a dit António Guterres, dans une déclaration publiée samedi.

« Il a fourni aux gens du monde entier un espace de dialogue, un lieu de résolution de problèmes et un

chemin vers un monde meilleur », a estimé M. Guterres.

« Kofi Annan était une force directrice pour le bien » - António Guterres

« À bien des égards, Kofi Annan était l'Organisation des Nations Unies », a affirmé l'actuel Secrétaire général, ajoutant qu'il avait gravi les échelons pour mener l'Organisation dans le nouveau millénaire « avec une dignité et une détermination sans pareil ».

« En ces temps difficiles et turbulents, il n'a jamais cessé de travailler pour donner vie aux valeurs de la Charte des Nations Unies », a souligné M. Guterres. « Son héritage restera une véritable inspiration pour nous tous », a-t-il ajouté.

M. Guterres s'est dit « fier d'appeler Kofi Annan un bon ami et un mentor » et d'avoir été « profondément honoré de sa confiance » en ayant été nommé Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sous sa direction.

« Il est resté quelqu'un à qui je pouvais toujours demander conseil et sagesse - et je sais que je n'étais pas seul », a déclaré l'actuel chef de l'ONU.

António Guterres a présenté ses sincères condoléances à Nane Annan, leur famille, et « à tous ceux qui pleurent la perte de ce fier fils d’Afrique qui est devenu un champion mondial de la paix et de l’humanité tout entière ».

Condoléances et hommages se multiplient

« Quelle vie. Quel homme », a pour sa part déclaré ONU migrations sur son compte Twitter. « Nous pleurons aujourd'hui la disparition d'un grand homme, d'un chef, d'un visionnaire, l'ancien Secrétaire général Kofi Annan ».

« Kofi était le meilleur exemple de l'humanité, la quintessence de la décence et de la grâce humaines », a quant à lui déclaré le Haut-commissaire aux droits de l’homme, pour qui le grand diplomate ghanéen était un ami et un conseiller. « Dans un monde qui abonde de leaders qui sont tout sauf cela, notre perte, la perte du monde devient encore plus douloureuse ».

« Il était toujours courageux, direct dans ses discours, mais jamais discourtois », a souligné Zeid Ra'ad al Hussein.

« Grand défenseur de la paix, il était l'incarnation même de celle-ci et d'une vision résolument moderne des Nations Unies », a à son tour affirmé Audrey Azoulay, Directrice générale de l’UNESCO, rappelant la vision engagée du multilatéralisme et du rôle central des Nations Unies, du prix Nobel de la Paix.

L'ONUSIDA a souligné les efforts de M. Annan pour améliorer la vie des personnes vivant avec le VIH qui ont changé le cours de la riposte au Sida, signalant que « des millions de personnes mènent aujourd'hui une vie plus saine et plus heureuse grâce à lui ».

« Son travail inlassable pour faire du monde un endroit plus juste et plus pacifique est une source d’inspiration pour nous tous », a déclaré sur son compte Twitter le Dr. Tedros, Directeur général de l’OMS, qui a qualifié la mort de Kofi Annan de « perte déchirante pour l'humanité ». « Son héritage vivra à travers les nombreuses vies qu'il a touchées ».

Une très belle cérémonie s’est tenue au Palais des Nations le 27 septembre en présence de Mme Annan. Nous avons apprécié la possibilité pour les retraités de rendre hommage à l’ancien Secrétaire général. La voix de Barbara Hendrix a donné une couleur très humaine à cette cérémonie qui s’est révélée à la fois très protocolaire et très familiale.



VOTRE SANTÉ : UN POISON SI DÉSIRABLE

Il est partout : dans les gâteaux, les confiseries et les boissons sucrées, bien sûr, mais aussi dans les conserves de légumes, le ketchup et presque tous les plats préparés. En un siècle et demi, la consommation de sucre a explosé : elle est passée, en France, de 5 kg par an et par personne en 1850 à 26 kg un siècle plus tard exactement. Aujourd'hui elle atteint 35 kg par an et par personne, soit près de 20% de l'apport énergétique total. Aux Etats-Unis, la situation est pire encore : la consommation monte à 60 kg par personne et par an, d'après les chiffres publiés par l'Organisation internationale du sucre.

Une chose est sûre : c'est trop. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la consommation de sucre - libres ou cachés- elle ne comprend pas ceux présents dans les fruits et légumes - doit se limiter à 10% de l'apport énergétique journalier. En descendant à 5%, on obtient même des bienfaits supplémentaires sur la santé. L'OMS insiste donc sur la nécessité de réduire ces sucres libres ou cachés.

Longtemps occultés, les liens entre le sucre et les problèmes de santé sont en effet très documentés. « *Nous avons des preuves sérieuses qui démontrent que contenir à moins de 10% la consommation quotidienne de sucre réduit le risque de surpoids, d'obésité et de caries dentaires* » affirmait il y a un an le Dr Francesco Branca, directeur du département de la nutrition pour la santé et le développement de l'OMS. Pour décrire le sucre, certains experts parlent de « *calories inutiles* », d'autres de « *calories vides* ». « *Le sucre n'est pas nécessaire du point de vue nutritionnel* »

rappelle un rapport de l'OMS rédigé par le Dr Branca.

« Un aliment toxique et addictif »

Les inquiétudes des spécialistes de la santé sont d'autant plus fortes que l'obésité augmente. Ce phénomène est lié, bien sûr, à une mauvaise hygiène de vie, mais aussi à une alimentation trop riche en graisse ou en sucres : d'après les estimations de l'OMS, la part des personnes en surpoids ou obèses devraient passer de 47% en 2012 à 67% en 2030. Conséquence : le nombre de diabétiques devrait atteindre 629 millions de personnes en 2045, soit une personne sur dix. Dans l'hebdomadaire *Le Point* du 19 octobre 2017, le professeur de microbiologie Didier Raoult estime que le sucre est un « *poison vendu en masse* » dont « *la consommation s'est répandue comme une véritable épidémie* ».

Dans son livre « *Sucre l'amère vérité* », une traduction de l'ouvrage « *Sugar, the Bitter Truth* », l'endocrinologue américain Robert Lustig considère que le sucre est « *un aliment toxique et addictif* ». Selon cet ouvrage qui fait suite à une vidéo postée en 2009 et vue plus de 7 millions de fois, les aliments sucrés agissent sur les hormones qui contrôlent la satiété, fragilisent la barrière intestinale et augmentent la pression artérielle, la glycémie ainsi que l'intolérance à l'insuline. « *Le fructose exerce sur le foie des effets toxiques qui sont similaires à ceux de l'alcool* » pointe Robert Lustig.

En s'appuyant sur ces études, nombre d'experts en santé publique se battent

pour lutter contre les sucres cachés dans les aliments et pour que les industriels réduisent le taux de fructose. Dans un article publié dans la célèbre revue *Nature* en 2012, trois scientifiques de l'université de Californie à San Francisco, Robert Lustig, Laura Schmidt et Claire Brandis, plaidaient en faveur de la taxation et d'un strict encadrement de la vente des produits sucrés. Dans

une étude qui vient de sortir, l'OMS recommande en outre de restreindre le marketing, notamment quand il vise des enfants et d'adopter un étiquetage nutritionnel - c'est la voie qu'a choisie la France, fin octobre 2017 - pour mieux informer les consommateurs sur la qualité nutritionnelle des produits. Mais les lobbys sont tenaces.

Source : Pascale Santi dans *Le Monde* du 23 décembre 2017



APPARTEMENT EN REZ-DE-JARDIN OU ATTIQUE ?

Il y a de multiples raisons pour choisir un appartement en rez-de-jardin mais surtout si vous avez des animaux de compagnie. C'est plus simple que d'avoir à s'habiller pour sortir le chien tôt le matin ou en fin de soirée par exemple. Quant aux chats ils aiment monter aux arbres et regarder les oiseaux. Mais par contre ce genre d'appartement offre moins de sécurité qu'un attique.

C'est parfait d'habiter au dernier étage tant que l'ascenseur ne tombe pas en panne. Car à ce moment-là vous pouvez vous maudire avec vos quantités de courses à monter.

La sécurité n'est pas la seule considération à prendre en compte. Il y a aussi vos relations. Je ne sais pas pourquoi, mais il semble qu'on ne soit jamais seul le week-end si on a un jardin un barbecue et des chaises longues. Il semble que le jardin attire tout un chacun même si vous habitez un coin perdu. La vie est plus calme en attique car même ceux qui ne savent pas où aller hésitent à venir à l'improviste, sauf bien sûr s'ils ont un téléphone portable. Si vous répondez ils savent alors que vous êtes bien présents. Mais il ne sera guère possible de vous prélasser dans un jardin un verre à la main un dimanche après-midi.

Un couple d'amis vit dans un mobil-home situé sur un magnifique terrain donnant sur la berge d'une rivière. Les deux travaillant, le dimanche était le seul moment où ils pouvaient profiter de leur environnement. Ils aimaient profiter d'un petit-déjeuner tardif suivi d'un simple barbecue plus tard. Ils étaient là depuis à peine un mois et trouvaient cet endroit tiptop profitant de la paix et de la tranquillité en compagnie de leurs deux chiens. Cela ne dura pas. Trois semaines de suite un couple s'invita sous prétexte qu'il passait par là.

Un peu plus de viande fut sortie du frigo, quelques boissons furent offertes et une belle salade fut préparée afin de ne pas paraître impolis. Cela semblait normal. Mais lorsque la scène se répéta un quatrième week-end ils en eurent assez. Ils demandèrent à leurs visiteurs de les prévenir de leur visite mais cela ne fut pas pris en considération.

La décision fût alors prise de mettre fin à cette intrusion. Depuis chez eux ils pouvaient voir arriver la voiture lorsqu'elle franchissait le pont. Ils fermèrent rapidement les portes, tirèrent les rideaux et rentrèrent les chiens. Ils attendirent. Certains que leurs amis, pensant qu'il n'y avait personne allaient repartir, ils eurent un coup de sang en attendant cette réflexion : « Ils sont absents, ce n'est pas grave. Sortons les chaises longues pour profiter un peu du soleil ». C'était juste l'heure du traditionnel barbecue, 13h 30. Ils ne pouvaient rien faire d'autre que rester à l'intérieur en silence alors que c'était une chaude journée ensoleillée. Pendant ce temps leurs visiteurs profitaient du moment et ne repartirent qu'à 17 h 30 !

Furieux de cet abus d'amitié et de la témérité de ce couple se conduisant en terrain conquis ils décidèrent d'apposer une pancarte stipulant : « Ici c'est chez nous et, particulièrement le week-end, nous aimons rester entre nous. Vous avez un téléphone. Soyez gentil de nous appeler pour que nous puissions vous dire quand votre visite sera la bienvenue. C'est étrange mais, quand nous habitons en plein centre-ville, vous ne nous avez jamais rendu visite. Nous avons passé un bon moment autour d'une omelette lorsque vous nous aviez invités une fois chez vous. Dire que vous passiez par hasard est aussi bête que dire que la porte était ouverte. Vous habitez au 8^{ème} étage, Merci de votre compréhension. »

Le week-end suivant le couple revint. La même situation se reproduisit, porte et rideaux fermés et chiens confinés à l'intérieur. Le couple s'avança sur la véranda et lut le message et s'exclama. « Cela ne s'applique sûrement pas à nous ». Entendant la remarque, les propriétaires ouvrirent la porte et laissèrent les chiens aller et firent face. « Nous sommes absents aujourd'hui. Cette pancarte s'adresse aussi à vous. Nous vous aimons bien mais ne pouvons pas accepter votre présence pendant des heures. Prenons un verre et après laissez-nous profiter de notre intimité. Ne venez plus sans téléphoner, c'est la moindre des politesses. Trinquons et maintenant passez votre chemin » Cela a marché !

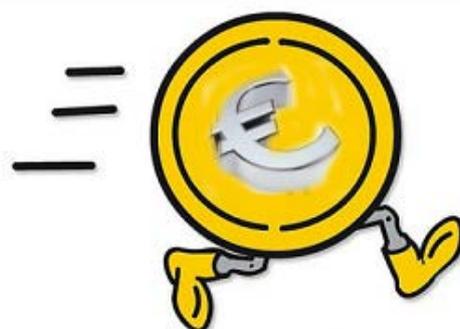
Joy PATTINSON

Traduction : Odette FOU DRAL

UN PEU D'HUMOUR....



**J'AI COMPRIS POURQUOI
JE N'AI JAMAIS
D'ARGENT...**
J'AI UN COMPTE COURANT !



L'EMPATHIE : ÉVOLUTION DU VOCABULAIRE



Selon les spécialistes, le philosophe allemand Robert Vischer a été, en 1873, le premier à faire la distinction entre « vestchen » (compassion) et « einföhlung » (ressenti de l'intérieur, empathie). Par la suite, Théodore Lipps, autre philosophe allemand, reprit le mot empathie pour décrire la philosophie de l'esprit, le processus par lequel un observateur se projette dans les objets qu'il perçoit.

De nos jours, l'empathie désigne une capacité innée qui permet le partage des émotions sans confusion entre soi et

autrui.

En langage courant : SE METTRE A LA PLACE DE L'AUTRE.1/

A ce titre, rendons hommage aux bénévoles dotés de cette capacité innée, qui après une formation appropriée, accompagnent les personnes atteintes de maladies graves et/ou en fin de vie.

Le phénomène empathique se manifeste, par exemple, quand, la veille d'une intervention à haut risque chirurgical, un professeur rend visite au patient dont il a la charge. La responsabilité et compétences de l'un font face à l'angoisse de l'autre. Les mots et l'attitude empathique du professeur jouent. A la fin de l'entretien le patient est apaisé.

L'apparition empathique peut se révéler d'une extrême intensité lors d'une situation de fin de vie. Les gens qui s'aiment follement pensent que seule la mort peut les séparer. Mais lorsque l'immuable est au rendez-vous la confrontation avec la réalité est insoutenable et indescriptible. Alors l'échange empathique entre en jeu et permet à celle qui s'en va vers une autre dimension d'emporter comme un trésor le bonheur qu'elle a partagé avec son compagnon en lui confiant le soin d'en honorer précieusement le souvenir. Cette transmission posthume démontre combien la relation de ces deux êtres reste grande et sublime.

Aussi ne galvaudons point le mot empathie parce que, avec le mot amour, il figure parmi les plus beaux mots du monde.

René GUENARD

1/ ndlr : voir l'excellent article : Note sur l'origine de l'empathie par [Gérard Jorland](#) Directeur d'étude à l'École des hautes études en sciences sociales Directeur de recherche au CNRS et [Bérangère Thirioux](#) Chercheur au Collège de France (https://www.puf.com/collections/Revue_de_m%C3%A9taphysique_et_de_morale)

ALAIN, L'AMI DISCRET

Membre du Comité de l'AAFI/AFICS Genève, Alain Vincent, l'homme discret, nous a quitté dans ces jours de chaleur de juin qui annoncent l'été. Alain a toujours préféré la chaleur du soleil aux froidures des jours tristes et gris.

Comme Alain l'a nommé lui-même, le « crabe », toujours insatiable, a emporté cette lutte qu'Alain a menée, essayant de reprendre le dessus après chaque traitement, chaque intervention, espérant l'emporter ou tout du moins de reporter très loin dans le temps cette ultime et inévitable échéance. Les projets pour sa famille et ses amis étaient plus que nombreux, partir en Vendée où il est inhumé, voyager, recevoir, écrire, profiter de la nature, dessiner.

Dessiner, pour Alain, la plume, le crayon, le stylo ou tout autre objet permettant de créer des formes sont la continuation naturelle de sa main, de sa manière d'exprimer la vie dans tous ces états. Il a d'ailleurs illustré à plusieurs reprises des publications de l'AAFI/AFICS Genève, cherchant à reproduire les idées qui lui avaient été confiées.

Il avait pris la bonne habitude, que ses amis attendaient chaque année, d'envoyer ses vœux sous forme de multiples dessins crayonnés, peints qu'il assemblait sur une page pleine de couleurs. Cette feuille regroupait les sujets qui l'avaient interpellé durant l'année écoulée. Un de ses collègues a décrit l'arrivée d'Alain au bureau le matin : il commençait par crayonner sur tout morceau de papier ce qu'il avait ressenti, voire rêver durant la nuit ou tout simplement durant le trajet pour venir au Palais.

Dessiner, c'était aussi mettre son art -gracieusement- au service d'amis, de personnes qui le sollicitaient lors d'une construction ou d'une rénovation d'une habitation. C'était aussi donner des conseils pratiques concernant notamment l'amélioration des isolations thermiques, phoniques, c'était aussi suggérer des transformations esthétiques, tout cela avec la plus grande modestie et retenue. Il faisait partager son enthousiasme pour le bois sous toutes ses formes.

La vie, surtout sa maladie, l'a empêché de participer plus activement aux réunions du Comité de l'AAFI/AFICS. Il était très à l'écoute des soucis des autres, estimant que ces fameux autres avaient plus de soucis que lui-même.

J'ai perdu un très grand ami avec lequel je partage et je continue de partager l'amour des belles choses, des mots, des dessins. Mes pensées vont à son épouse Nelly et sa fille Aude.

Pierre VANGELEYN



HOMMAGE À FEU ISSA BEN-YACINE DIALLO, ANCIEN SG ADJOINT DES NATIONS-UNIES

Au nom de la Présidente de l'AAFI-AFICS et de tous les Membres de la Fédération des Associations, nous avons le regret d'informer tous les Anciens Fonctionnaires des Nations-Unies et des Agences spécialisées du décès de notre ancien Collègue Issa Ben-Yacine DIALLO, Ancien SG Adjoint des Nations-Unies, survenu à Genève le 28 mai 2018.

Issa Ben-Yacine DIALLO, né à Conakry le 17 mai 1939 est le Fils de Yacine DIALLO, le 1er Député de la Guinée. Avant d'entamer sa carrière aux Nations-Unies Issa Ben-Yacine DIALLO a occupé de 1963 à 1968 le poste de Directeur général Adjoint au Ministère des affaires étrangères de Guinée.

Il a été titulaire en 1962 d'un diplôme en relations internationales et en sciences politiques de l'Université de Paris et en 1973 d'un Doctorat de l'Institut des Hautes Etudes de l'Université de Genève. Il a été promotionnaire à cet Institut de l'ancien SG des Nations-Unies Koffi Annan.

Entré au cabinet du Secrétaire général des Nations-Unies à New-York en 1982, il a occupé pendant dix ans les fonctions de Directeur et de Conseiller spécial pour les questions africaines auprès du SG de l'époque Javier Pères de Cuellar. Après il a assumé les Fonctions de Secrétaire Exécutif de la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique (qui est élevé au grade de SG adjoint des Nations-Unies) basée à Addis-Abeba, en Ethiopie. Par la suite, il a rejoint Genève en qualité de Directeur de la Division Services de Conférences de l'Office des Nations-Unies avant de faire valoir ses droits à la retraite.

Suite à son décès et conformément à la tradition en la matière, le vendredi 1er juin 2018, en coopération avec la Communauté guinéenne de Genève et de la France voisine une prière a été organisée à la Mosquée de Genève pour implorer la clémence divine en sa faveur. Grace à l'assistance et au soutien du Gouvernement guinéen une délégation de ses compatriotes et amis a accompagné le lendemain son corps à Conakry. Sur place une cérémonie a été organisée pour lui rendre hommage et il a été enterré au cimetière de Camayenne auprès de son père, feu Yacine DIALLO, le premier Député de la Guinée.

Au retour de la délégation qui a accompagné le corps du regretté Issa à Conakry une cérémonie d'hommage a été organisée le 30 juin 2018 à Genève par la Communauté guinéenne avec la participation effective de l'Ambassadeur, Représentant permanent de la République de Guinée auprès des Nations-Unies à Genève, du Doyen du Groupe des Ambassadeurs Africains à Genève, des compatriotes et des Amis et Membres de la Famille du regretté Issa Ben Yacine DIALLO venus entre autres du Sénégal, du Mali, du Cameroun et du Nigéria.

La présidente de l'AAFI-AFICS faisait partie des invités de marque mais n'a pas pu prendre part à la cérémonie car elle était loin de Genève.

J'ai personnellement présenté ses excuses à l'assistance et rassuré de la solidarité de l'AAFI-AFICS aux participants et présenté les condoléances à la Famille éplorée.

Issa Ben-Yacine a été un patriote et un haut fonctionnaire des Nations-Unies, animé de conviction, des valeurs de solidarité avec ses collègues de panafricanisme et d'engagement pour la promotion du dialogue et de la coopération au niveau régional et international. Il est l'auteur de plusieurs livres et articles sur les questions politiques et économiques, notamment en matière de coopération économique et politique en Afrique. Un des participants à la cérémonie qui est son Ami, en la personne de Jean Martin Tchartet, Fonctionnaire Retraité du BIT, a rappelé avec éloquence le contenu d'un des livres du défunt. Issa Ben Yacine était marié et père d'une fille. Prions ensemble pour le repos de son âme et pour que la Terre lui soit légère."

Abdoulaye Lélouma DIALLO, Membre de l'AAFI-AFICS



IN MEMORIAM : WITOLD ZYSS (1928-2018)

Nous avons appris avec beaucoup de tristesse la nouvelle du décès de notre collègue et ami commun Witold Zyss, président émérite et ancien président de la FAAFI, décédé à Paris le 27 août 2018.

Depuis son recrutement à l'UNESCO au début des années 60, Witold Zyss était un défenseur des droits du personnel et un fervent partisan des idéaux des Nations Unies et de l'indépendance de la fonction publique internationale. A la fin des années 60, il a été élu président de l'Association du personnel de l'UNESCO pour plusieurs années et a été un conseiller actif du personnel dans certains litiges épineux avec l'Administration. Plus tard, il a présidé la Fédération des associations de la fonction publique internationale (FICSA) et a établi des relations constructives avec la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et le Comité mixte de la Caisse des pensions.

Pendant plus de quarante ans, de 1970 à 2010, il a assisté aux sessions du Comité mixte, soit en tant que représentant du Directeur général de l'UNESCO, soit en tant que représentant des participants, et en tant que représentant des retraités, une fois qu'il avait pris sa retraite.

A la fin des années 80, il a présidé l'Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO (AFUS) et il est élu président de la FAAFI en 2002 pour six ans. Plus tard, il a continué à participer aux affaires de la FAAFI à titre de président émérite.

Witold était un juriste brillant, lucide et travailleur. Il maîtrisait ses dossiers et prenait toujours des positions modérées tout en défendant infailliblement les principes. Il pouvait parfois argumenter sur la base de ses convictions et être en désaccord avec les idées, sans jamais attaquer les personnes. Sa mémoire était phénoménale et il trouvait

habituellement des solutions originales à des problèmes difficiles, toujours avec beaucoup de modestie.

Il nous laisse en héritage un exemple à suivre. Toujours élégant et ferme lorsqu'il défendait une position avec sa riche maîtrise de plusieurs langues en tant que traducteur. Witold était toujours respectueux des points de vue opposés, prêt à négocier, en rejetant les pressions diverses.

Pas étonnant qu'à la fin de son mandat de représentant de la FAAFI au Comité mixte, il a été déclaré par le Comité à l'unanimité et sans précédent, "membre honoraire". Il fût le premier et, jusqu'à présent, le seul dans l'histoire du Comité mixte. Ceci en reconnaissance de sa contribution en diverses positions aux travaux du Comité mixte, la plus longue au cours des quarante années de l'histoire du Conseil.

Witold Zyss restera à jamais gravé dans les mémoires et, un jour, il sera certainement évalué, parmi les membres les plus éminents du personnel au service du système des Nations Unies, pour sa contribution remarquable aux différentes étapes et facettes de son long service. Que ce soit sur le plan administratif à l'UNESCO, où même à des postes élevés, il a toujours été un défenseur des droits du personnel des plus efficaces, y compris la saisine pro bono de membres du personnel devant le Tribunal, ou dans d'autres domaines du système, comme il le fût également à la FICSA, en tant que représentant et/ou l'un de ses présidents.

Et une fois à la retraite, en tant que président le plus actif de l'AFUS et de la FAAFI, il a toujours veillé à la protection des droits et des avantages de tous, avant et pendant sa présidence distinguée de la Fédération de 2002 à 2008, après la présidence fructueuse de George Saddler.

Que Witold repose dans la paix du Seigneur, avec sa bien-aimée Isabelle, "jusqu'à ce que le jour se lève et que les ombres s'enfuient".

Marco BRESCHI, Président de la FAAFI
Georges KUTUKDJIAN, Président de l'AFUS
Andrés CASTELLANOS DEL CORRAL, président émérite, ancien président de la
FAFICS



EDITORIAL

Confidentiality, as many other values, seems to be outdated. Of course, today, with the social media, confidences are shared all over the web and are no longer reserved for a private diary. There is nothing to hide, rather everything can be revealed. Just like that little phrase between friends, “Well I really can’t tell you”, before everything is divulged with no compunction.

Sufficient reason, maybe, to understand the active staff representatives who published in the social media the OIOS (Office of Internal Oversight Services) report on the management of the Pension Fund, using the opportunity to express their very poor opinion of FAFICS, a bunch of old fogies who know nothing, but who in fact know everything because they have years of experience of Pension Fund meetings.

Both AFICS and FAFICS adhered strictly to the principle of the confidentiality of this report and the documents to be presented to the Pension Board. We do not consider that this was a mistake, but many of you, nevertheless, felt that both the Association and the Federation were fusty and sleepy, in the words of one of our members.

This is not the case and the FAFICS representatives have been striving for many years to defend the interests of retirees and active staff who are the retirees of tomorrow.

Of course, a retirement age of 65 for those who will join the United Nations after 2018 will have an impact on future generations, but those in active service at present will not be concerned and they participated in the negotiations ... without success!

We do not, of course, dispute the fact that active staff members are those most affected by the new management system of the Pension Fund, the famous IPAS. They felt they had not been backed by the retirees, and this was considered to be a serious fault, and even a betrayal.

At the same time there were other issues that had to be solved, in particular that of after service health insurance. For three years, the FAFICS delegates have spent a great deal of their time participating in any number of meetings to promote the voice of reason. We are still not certain that some new crazy ideas will not again spring up in the search for economy at whatever cost.

Our representatives also took part in the work of the Asset-Liability Management Monitoring Committee as reported in the December 2017 *Bulletin*. At a time when the Secretary-General’s special representative for investments did not seem to be in the right place because his contract had not been renewed and when key posts remained vacant in the Investment Management Division, this Committee was working to save the interests of both retirees and active staff.

It is essential that more information should be given to explain the different actions taken by FAFICS, and this is one of the aims of the new FAFICS President, Marco Breschi (FFOA, Rome).

Odette FOU DRAL

NEWS IN BRIEF

Death of Jean-Jacques Chevron

The former AAFI/AFICS president Jean-Jacques Chevron died a few days ago. This is very sad news. He was so strong in spite of his health problems. Messages of respect will be published in the next issue.

In this Bulletin you will find several articles that bear his mark.

This is a sorrowful issue, as we lost several friends during the last months: Alain Vincent, Issa Diallo, Witold Zyss, Kofi Annan and now Jean-Jacques Chevron.

Income taxes in France: Please refer to the French version in EN BREF

Important

Following the change of the e-mail system, AAFI/AFICS was unable to access messages for three months. We are very sorry. If a message has not received a reply, please resend it to the new email address:

aafi-afics@un.org

Thank you for your understanding.



ELECTIONS TO THE COMMITTEE FOR THE PERIOD 2019-2023

In accordance with Article 17 of the Statutes of the Association, a vote is organized every two years for the election of half, i.e. 9 people, of the members of the Committee. Candidates for election must be members of the Association and their nomination must be proposed by at least three other members. Outgoing members are eligible for re-election. Nominations must be received by the Secretariat at least four months before the date of the annual General Assembly.

The list of candidates is drawn up by the Chairman and is sent to all members of the Association three months before the date of the Assembly. Voting is carried out by correspondence.

The Committee meets once a month and its members have a four-year mandate.

The Committee needs your collaboration, your idea, your skills and your confidence and, last but not the least, of your dedication.

A FORM FOR THE NOMINATION OF CANDIDATES IS TO BE FOUND AT THE END OF THIS BULLETIN.



NOTES ON GENERAL ASSEMBLY (26 APRIL 2018)

The meeting was perturbed by traffic conditions in Geneva and had to adhere to a strict timetable. Furthermore, retirees cannot enter the Palais grounds by car because of ongoing renovation work.

A minute of silence was observed in memory of former colleagues and members of the staff who had given their lives while in service.

The Administration was represented by Richard Neufing, Chief of the training section in UNOG, who emphasized the organization's high regard for the retirees and the AAFI-AFICS' contribution to the pre-retirement seminars.

Ms Prisca Chaoui, Executive Secretary of the UNOG Staff Coordinating Council, thanked AFICS for its support over the actions linked to the decrease in the Geneva post adjustment payment.

Ms Sylvia Jacque was elected to chair the Assembly.

Accounts:

Due to the fact that the Treasurer was stuck in the traffic, the accounts, published in the June 2018 *Bulletin*, were introduced by Mohammed Rharha, auditor, who warmly welcomed the strict control of expenditures but also deplored the lack of payment of annual contributions.

Returns on investments were unlikely to improve in coming years.

Ventura Garcia Garnateo, auditor, thanked the treasurer, blocked in the traffic jam, for his excellent work over many years.

The accounts were approved by the Assembly, and the auditors were re-appointed.

I was reminded that the Committee's prerogatives are to vote internally the budget which is published with the Committee's report.

The AFICS President thanked all members of the Committee for their contribution. An appeal was launched for volunteer to stand for membership of the Committee.

The Committee's report was examined chapter by chapter.

The adoption by the UN General Assembly of Resolution 72/262 (official text in English and French published in the report), considered as the strongest text ever endorsed, ensures that the administration of the Pension Fund is now under control.

Each year, the Committee sets its objectives but events sometimes prevent their achievement, e.g. the Pension Fund and taxation in France.

It could be interesting to raise the fact that there is a continuity between the fact of being a staff member and then turning to the retirees status at the seminar for the new staff members.

AFICS participation and presentations in the pre-retirement seminars are appreciated. While this does not bring in new members, it awakens an awareness that retirees must be represented.

Representation of retirees on the Committee of the Insurance Society (UNSMIS) is blocked by the refusal to modify the Statutes to allow a real participation. It is hoped that with the appointment of a new Executive Secretary there will be an opportunity to update the 1947 Statutes, which were never adapted to the change of distribution of members especially the growing number of retirees.

Retirees are fully-fledged members of the Society who pay their premiums but the UNOG Administration is alone in not accepting retirees on the Executive Committee.

There have been many unsuccessful attempts: changing the statutes, FAFICS resolutions, support from the Staff Coordinating Council. The Assembly considered adopting a resolution but decides that a motion would be more appropriate to support all AAFI-AFICS Committee action in this domain.

High-Level Committee on Finance and Budget on ASHI

Katia Chestopalov reported that the High-Level Committee on Finance and Budget on ASHI has been working for three years. A study of the insurance national databases of France, Italy, Switzerland, United Kingdom and Spain to assess whether it was feasible for retirees to be insured by their national schemes has revealed that it would cost more to resort to these primary schemes than the economies envisaged. It is far more important to try to contain costs within each organization.

Presentation by the Pension Fund

(Alan Blythe, Aliamane Bacar Said and Mercedes Burguete)

No specific presentation was made to allow time for discussion.

A *Guardian* article on 25 April had severely criticized the Fund's investment policy and a statement from the Representative of the Secretary-General could not be addressed as investments cannot be commented by the Geneva s' Office of the Fund.

There had been problems with the receipt of the **Certificates of Entitlement** lists. Suspension of payments had already become effective before the lists of missing replies had been received from New York. It should be emphasized that the lack of response is often due to the age of the retirees which makes it even more important for the Associations to receive these lists.

Increase in the cost of living in France and Switzerland, taking note that there had been no increase in Switzerland since 2008: despite a negative index, there would be no decrease of benefits in Switzerland.

There is a 2.1% increase for France.

All the data were available on the MSS and the representatives of UNJSPF encourages the retirees to enroll and therefore get the information as soon as published.

There would be **no annual letter** from the Pension Fund but information would be available in a financial report.

Beneficiaries who until 2015 had received their pensions at the beginning of the month had been notified that the payment would be recuperated on the death of the retiree. This measure had not been well received, and the procedure has been modified to recover the amount on the final payment with an appropriate explanation.

TAXATION:

Concerning taxation on pensions, the differences between countries are explained but future retirees are not able to make a choice based on these criteria. An appeal is launched to the United Nations to undertake negotiations that pensions should not be taxed.

Once again, staff members believe that their salaries are not taxed and information is again provided on the staff assessment which is the equivalent of national taxation.

The representatives of the Pension Fund were warmly thanked for their presence and for the Tuesday permanences in the offices of AAFI-AFICS.

The meeting was resumed at 11:45.

Presentations on EMS in France and in Switzerland

The subject was added to the general assembly as requested in the assembly held in 2017.

Two representatives from France:

Mme Solène Wete , directrice of the Cyclamens Challex, Pays de Gex (<http://www.cyclamenschallex.com/>), and **Mme Elodie Ducher** , Directrice of the Jardins du Mont-Blanc, Haute Savoie (<http://www.lesjardinsdumontblanc.com/>),

and **Florian Erard** for Switzerland, in charge of projects for the FEGEMS, (<https://www.fegems.ch/vie-en-ems/>)

The psychological aspect of entering an EMS is especially important.

The DomusVi Group; a private group of homes for the elderly in France, Spain and Portugal, offering a number of services, including retirement homes and assistance at home.

1. 300 residences
2. 60 home help agencies
3. 30,000 collaborators
4. User satisfaction: 92%
5. Objectives: homes of life, empathy, confidence and enthusiasm
6. A solution for each situation
7. Care for those suffering from Alzheimer
- ..

Tariffs and financial assistance:

1. No restraints on nationality
2. Cost depending on medical records, tax returns, and family records
3. Study of the dossiers
4. Age of entry: 88
5. Independence
6. Possibility of making a trial stay: not necessarily a commitment if not satisfied
7. Homes that welcome pet animals
8. One medical record in France, so it can be copied to several residences
9. Assistance in adapting to a new life"
10. Freedom to come and go (merely informing an outing)
11. Wide visiting hours
12. Tariff for foreigners: € 5000
13. Tariff for French citizens: assistance if affiliated to the SECU

Underlined: the importance of a humane attitude

For Switzerland

1. Selling one's property to finance an EMS, unless donated within the last 10 years
2. Assistance: complementary service if premiums have been paid in Geneva
3. Pre-inscriptions, no obligations, you remain on the waiting list
4. No differences in tariffs between Swiss citizens and foreigners
5. Similar systems in all the Cantons: 150 establishments in the Canton of Vaud
6. No deposit on entry
7. Specific measures for staff who have a spouse affiliated to the AVS

Day centers in France and Switzerland: in France, there are day centers in specific establishments (not in the two presented), and also in Switzerland. PROSENECTUTE (<https://www.prosenectute.ch/fr.html>) organizes day centers and short stays to relieve the family.

Financial assistance depends on affiliation either with the AVS or the SECU.

1. Three tariffs for accommodation
2. Dependency tariff
3. SECU: €3000 to 4500 per month

Financial assistance for those living in Switzerland needs to be further explored.

Pierre Vangeleyn is thanked for having made all the arrangements for these presentations.

The AAFI-AFICS thanks the interpreters, namely Andrew Brookes, Norman Lusted, Françoise Meral and Kathleen Roy Brookes and, last but not least the President Officer.

The meeting is adjourned at 12:30.

Odette FOUDRAL
Translation: Elisabeth BELCHAMBER



PENSION FUND INFORMATION

The following information was sent by email to our members on 30 July 2018 according to our mailing list

AAFI-AFICS is one of the founding members of FAFICS (Federation of Associations of Former International Civil Servants).

Its delegation attended the annual Council, in Rome, 20-25 July 2018.

The main issue discussed during the Council was the OIOS report asked by the UN General Assembly on the governance of the Pension Fund, UNJSPF.

This report was said confidential, but nevertheless, was discussed in the Web, pointing out especially attacks regarding the representability of FAFICS in the Pension Board as regards to the defense of retirees' rights.

We could not get a full copy of the report but the Bureau members shared their concerns about the fact that FAFICS had not been in a position to insert answers to the report which will be discussed at the Pension Board.

You will find in the annex which will be distributed to the Board, the remarks and comments shown in the report as per the risk for retirees to be deprived from a representation at the Board pending the setting up of a vague procedure of direct election within of the retirees. This approach does not take in account the tripartite composition of the Board. Furthermore, the so-called elected retirees would not be linked to any structure nor will receive support of a group in order to study the numerous documents related to the Board, documents which are very often distributed at the last minute.

We urge you to consider that attempt to give the impression of greater democracy: this is fake news!

FAFICS Forty-Seventh Session, Rome, 20-25 July 2018

26 July 2018, Council 47/2018/CRP.6

Pension Fund Alert: Retiree Rights in danger

1. The FAFICS Council, representing tens of thousands of UNJSPF retirees worldwide and 63 AFICS country-based associations, convened in Rome from 20-25 July 2018.
2. Council welcomes the news that the Pension Fund is in a healthy financial state being fully funded, in actuarial balance, and with an unqualified audit opinion.
3. Council recalls that FAFICS under the Pension Fund Rules of Procedure is the sole recognized representative of retirees/beneficiaries established almost 50 years ago in consultative status with ECOSOC, and reaffirms its role to protect and maintain the interests of all UNJSPF retirees worldwide.
4. Council regrets that the audit report by the Office of Internal Oversight Services on the governance of the UNJSPB is error-ridden, with a negative tone and language and total disregard of the corrections/comments provided by FAFICS.
5. Council further regrets the lack of genuine dialogue in the audit process, noting that the OIOS arrived at its faulty conclusions without attending even a single Board session and firmly declined to introduce its audit report in person to the Board.

6. In light of the foregoing, Council rejects the recommendations on FAFICS which exceed the OIOS mandate and interferes in the internal working arrangements of a sovereign, independent Federation, in particular by attempting to limit the role of FAFICS retirees' representatives in the Pension Board and imposing a particular elections process under the guise that such elections would ensure greater democracy. FAFICS reiterates that every member attending the FAFICS Council is a democratically elected member. Council calls upon the Pension Board to reject the unwarranted attack on retirees by the audit treatment of FAFICS.

7. Council calls upon the Pension Board and the General Assembly to fulfil their due process obligations and ensure that any action to be taken on the Pension Fund Governance Review is in the best interests of the United Nations Common System and all the staff and retirees thereof.



47TH SESSION OF THE FAFICS COUNCIL

Report of the AAFI-AFICS Geneva delegation to the 47th session of the Council of the Federation of Associations of Former International Civil Servants (FAFICS) FFOA, Rome, 20-25 July 2018

The delegation comprised:

- Odette Foudral, Head of delegation
- Katia Chestopalov, ASHI and advisor to AFICS Moscow
- Samuel Mbele-Mbong, Ageing
- Mohammed Sebti, member of the FAFICS delegation to the Standing Committee
- Ravindra Chopra, candidate to the post of Secretary of FAFICS
- Jean-Paul Menu (WHO)

Main themes discussed

1. Pensions

The meeting of the Standing Committee on Pension Issues (SCPI) was extremely important for the Associations that were present. The report of the OIOS audit (available on our website) concerning the management of the Pension Fund was summarized to

respond to the problem of its confidentiality. It should, however, be noted that the conclusions of the report had already been revealed on the social media, especially those recommendations that are contrary to the interests of FAFICS. This question was therefore examined under these two aspects, in the SCPI and in the President's report. This resulted in a Conference Room Paper (CRP) no. 6 that was distributed as an information note to those of our members with an e-mail address and to the members of the Standing Committee.

The presentations by the Deputy CEO of the Pension Fund and the Secretary-General's Representative (RSG) for investments were very well received since they provided positive information on, respectively, the Fund's management and on investments.

The actuarial valuation reveals a Fund in good health despite the longer life expectancy of retirees which is currently not of great importance but must be kept in mind.

The professional competence of the new RSG for investments is clear, and his promise to work more closely than in the past with the Chair of the Standing Committee was warmly welcomed.

2. Health insurance

The Standing Committee on After Service Health Insurance and Long-Term Care (ASHI) also met on 20 July. It confirmed proposals concerning the taking in charge of retirees by insurance schemes in their countries of residence, and a progressive right to full health insurance coverage, which would leave many retirees uninsured.

Eligibility:

- On taking retirement from 58 years of age
- Participation of at least 10 years in the insurance scheme

Calculation of premiums:

FAFICS pointed out that the Pension Fund reduces the pensionable remuneration for those taking early retirement, based on the fact that by leaving earlier the retiree will receive a pension for a longer period, which creates financial obligations for the Fund.

Below is a calculation of a similar approach for health insurance premiums:

- a) the retiree would pay 100% until the age of 65
- b) the retiree would pay 75% as of the retirement age, except
- c) if the participant has been contributing for over 25 years, which would lower the amount to 50%.

This would be applied only to new staff members.

The FAFICS proposal is based on the fact that early retirement affects not only the pension but also the amount paid in insurance premiums.

The problems of the heavy medical expenses, encountered by retirees in Brazil and the Philippines, resulting in delays in treatment, were also raised.

3. New Associations

The creation of new associations is extremely important; there are two this year: Mauritania and Madagascar, bringing the number of member Associations to 63. It is, however, essential that the larger associations undertake recruitment campaigns since FAFICS represents only 25% of retirees, as was clearly underlined in the OIOS report.

4. Modification of the FAFICS Rules of Procedure

This question gave rise to the distribution and presentation of 3 documents:

1. Proposals by the FAFICS Bureau
2. Proposals by FAFICS Argentina
3. Proposals by AAFI-AFICS Geneva

After lengthy discussion, the Council decided that, based on these three documents, the new Bureau should seek the opinions of all FAFICS Member Associations, most of whom had not yet participated in drawing up these Rules.

The Bureau is therefore entrusted with preparing a document providing information and suggestions, including those of the Bureau, to be presented to the 48th FAFICS Council in 2019.

5. Elections

Marco BRESCHI (FFOA) was elected as President; there is therefore no representative of AFICS NEW YORK on the Bureau.

The following were elected:

Ibrahim ARI TOURO (Niger), Jerry BARTON (Austria), Katia CHESTOPALOV (Geneva), Abu Khaled Masood AHMED (Bangladesh), Mario LA FUENTE ROCA (Chile), Carlos SANTOS TEJADA (Panama), Junko SATO (Japan).

Wolfgang MILZOW (Geneva) was re-elected Treasurer.

There were two candidates for the post of Secretary:

- Ravindra CHOPRA, proposed by AAFI-AFICS Geneva
- Pierre SAYOUR, proposed by AFUS Paris.

Pierre SAYOUR was elected by 23 votes against 18 for Ravindra CHOPRA, who was thus recognised as a very valid candidate.

6. Financial matters

The funds donated by UNFCU will cover the cost of travel by the President concerning problems of the Pension Fund and the OIOS.

The smaller Associations underlined their difficulties to meet the cost of attending the Council and particularly the cost of lunching with the Pension Fund and of the joint meal.

7. Ageing

AAFI-AFICS will continue to be the focal point with the assistance of Michael ATCHIA (AFICS Mauritius).

Conclusions

This Council proved that the Associations are well prepared and have analysed the documents they receive.

We reiterated our moral and logistic support to the Federation.

We were able to have numerous exchanges with all the delegations.

We believe, hope, that the arrival of Marco BRESCHI to head the Federation and of the new RSG in the Investment Management Division will bring improvements in the management of both the Federation and the Pension Fund.

Odette FOUDRAL and Samuel MBELE-MBONG



MESSAGE FROM THE NEW PRESIDENT OF FAFICS

By Marco BRESCHI, FAFICS President

Note for FAFICS members

Dear Colleagues,

Some time has passed since we concluded the FAFICS Council and the Pension Board in Rome.

We all have received a number of key documents highlighting the outcome of both events and a whole host of key information material has landed on our desks. The Council Report is our primary record of our lively discussions and important decisions taken by our key Governing Body.

As you know the Pension Board (PB) report which summarizes all the key decisions taken during its annual session in Rome is now going through the usual governance process being reviewed critically by the Advisory Committee on Accounting and Budgetary Questions (ACABQ) and later will go under consideration by the Fifth Committee of the UN General Assembly for its final pronouncement.

In this regard, we all have received (and this was a first time in the history of the PB) a Pension Board Communiqué highlighting the key subjects discussed and the outcome of the discussion. This was released by the Chairperson of the PB in conjunction with the UN Pension Fund management in the exclusive interest of transparent information for the PB stakeholders and naturally without any prejudice for the authority of the UN General Assembly (UNGA) to reach its determinations on the individual issues and its final resolutions.

The Federation has arranged for the full circulation to its membership of the Communiqué and I encourage all our members to read carefully this informative document.

We also received the report by the Office of Internal Oversight Services (OIOS) on the audit of the governance structure of the Pension Board which focused on a number of key governance issues. Despite the title of the audit which refers to the Pension Board as auditee in its entirety, the focus of the audit seems overly on FAFICS. I will not go through the individual subjects covered by this document but I cannot avoid mentioning the one subject which we consider of the utmost importance for the life of the Federation, that is recommendation 3 of the comprehensive audit by the OIOS

This recommendation states that *The Board should determine the number of seats to be allotted to retiree representatives and facilitate their direct election as full Board members with voting rights to ensure transparent and democratic representation of beneficiaries and their interests.*

The Board, with the exception of the UNSPC participants, rejected this recommendation because, the granting of voting rights to FAFICS's representatives would undermine the tripartite nature of the Board itself, because FAFICS is unaffiliated with the governance structure of the Board and because it suggests direct elections by some 70000 retirees. We strongly objected to this recommendation as part of the debate at the PB. We stressed the independent nature of our Federation, which is unaffiliated to the governance of the Board, is not part of its tripartite structure of the PB and lastly because we believe our current indirect electoral system ensures democracy, inclusiveness and the selection of qualified representatives. Opting for a worldwide mechanism of selection with direct vote by some 70000 retirees around the world and bypassing the country retiree associations will be extremely costly, would not help retirees in identifying suitable candidates and lastly it will disrupt the structure of our Federation. Again I encourage all to review the Pension Board report now public and available.

We will have ample opportunities to debate on the outcome of the PB and I will initiate a review with the colleagues in the FAFICS Bureau on this important topic.

I shall like now to turn to my personal involvement as President in the current activities in the aftermath of the PB. As you know the PB report goes through a review and endorsement process leading to the final approval by the UNGA. The ACAQB and the Fifth Committee are an essential part of this process and there is a strong need to have our voice heard in this regard. I am heavily involved in this effort, I have already visited in New York in September and I plan to go again before the end of the year.

Some of you are concerned that we ensure full transparency along the way and I wish to reassure all of you that this is also my concern. While I would not elaborate on the Federation activities at this stage, to protect their effectiveness, I am fully engaged in ensuring full disclosure in due course. I count on your confidence in the Federation

In the next months ahead, the Federation will continue its efforts to protect its interests and those of the over 70000 retirees around the world we represent. It is a big challenge for all of us and the Federation needs our unbiased, passionate support all along.

I hope this message addresses some of your expectations and, together with our Secretary Pierre Sayour, I remain vigilant on key developments of direct relevance to us.

I wish all a fruitful work in the associations you represent.

Best regards. Marco Breschi
President

NDLR : The OIOS report and the Pension FUND report 2018 are available in our WEBSITE



A WHOLE DECADE OF UN ACTION FOR NUTRITION WHERE ARE WE NOW?

Malnutrition ranges from severe nutritional deficiencies to excessive intake of food and affects populations throughout the life-cycle. In 2012 the World Health Assembly endorsed six global nutrition targets to improve nutrition, maternal, infant and young

child. These targets are measured assessing the prevalence of indicators such as a low birth weight, stunting, wasting and overweight in children under five years of age, anemia in pregnant women and the prevalence of

exclusive breast-feeding up to six months of age.

Undernutrition on the one hand

According to the last estimates, 155 million children under five years of age across the world indicate that 613 million women between 13 and 49 years of age suffer from anemia, which is a public health concern as this condition has adverse consequences for women, but also for their offspring.

Overweight and obesity on the other hand

Overweight and obesity have multifactorial causes. Many children today are growing up in obesogenic environments that encourage inadequate food choices and reduced physical activities.

In 2000, 30 million children under five years of age were overweight and, in 2016, the number increased in 41 million. Overweight in children may increase the risk of developing non-communicable diseases in adulthood.

In 2014, it was estimated that 600 million adults were obese worldwide.

Exclusive breastfeeding is also a vital nutrition indicator

It was estimated that around 60 million infants under six months of age were exclusively breastfed, representing 4.3% of this population. Supporting mothers to exclusively breastfeed their children during the first six months reduces child mortality rates and contributes to ending hunger and child malnutrition. It is through breast milk that newborns are offered essential nutrients for optimal growth and intellectual development,

while preventing diarrhea, acute respiratory infections and non-communicable diseases in later stage of life. This is why indicators related to improved breastfeeding practices are measured as one of the most powerful preventive tools to improve health outcomes.

Why is it important to take stock of these indicators now?

Globally agreed Sustainable Development Goals (SDGs) are offering a clear vision and long-term goals that motivate many stakeholders to develop and implement actions towards the end of all types of malnutrition- The Decade of Action on Nutrition reinforces the concept that nutrition is an input and an outcome of sustainable development and that nutrition sensitive interventions can improve the health and economic situation of vulnerable populations. These interventions should follow Specific, Measurable, Relevant and Time-bound (SMART) objectives, recommendations and frameworks,

The fact is that the world is still far from ending all forms of malnutrition, however every effort that is made now, ensures that the future panorama mirrors what commitments are effectively put into practice.

What will the picture of nutrition be 10 years from now? Learning what the current situation is today will influence the vision of where the world should be by 2025 and model an agenda that will end all forms of malnutrition.

The State of Food Security and Nutrition in the World

This report, published by FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO was released a few weeks ago and presents for the first time a global assessment of food security and nutrition, which are included in SDG 2. It highlights the need to adopt a long-term vision with a multisectoral approach to combine humanitarian assistance with the development of actions that target food security and malnutrition together with their determinants.

It is estimated that, in 2016, 815 million people were under-nourished in the world. This is related to the proliferation of conflict, climate change repercussions and their linkage with food security. About 79% of the stunted children in the world and 60% of the people suffering from hunger live in countries affected by conflicts.

When conflict is not prevented or managed, the worst affected are the poorest and most vulnerable, increasing the concentration of hunger and undernutrition in countries in fragile situations. Conflict tends to halt social progress and impacts economy, drives up inflation, brings recession, disrupts employment and erodes finances for social protection and health care, to the detriment of the availability and access to food, damaging health and nutrition.

Monitoring Food Security and Nutrition

Comprehending the interrelationships among these nutrition indicators (and

many others) will foster a better understanding of the numbers presented in this article. Food systems are shaped by social, political and economic forces, which affect food security and nutrition with consequences on health and economic development.

The coexistence of food insecurity and obesity, even in the same household is paradoxical but real as resource for food become scarce, people often choose to eat lower-cost, less energy-dense foods, leading to overweight and obesity and micronutrient deficiencies. In addition, poor nutrition during pregnancy and childhood is linked with metabolic adaptations that increase the risk of obesity and associated non-communicable diseases in adulthood.

No country is free from malnutrition and many have to face the double burden of childhood stunting and wasting together with adult obesity and anemia, therefore, tackling malnutrition in all its forms requires a country-specific combination of measures that leverage multiple levels and sectors to address the underlying determinants of malnutrition. Progress can be made when initiatives from multiple levels and sectors converge to reinforce each other under a common goal.

Source: Diana Estevez, consultant at the WHO, Caroline Botanos Palmieri, consultant at the InterAmerican Center for Global Health (CISG), Gabriela Hondru, student at University of Copenhagen in UN Special, November 2017.

CALORIES COUNT!

The world's farmers grow enough food to end the global hunger, but 795 million people remain undernourished. Poverty keeps many from meeting the UN Food and Agriculture Organization's recommended average intake of 2,353 calories a day. Access is the primary problem according to FAO's Carlo Canero. Political unrest, economic crisis and natural disasters can snarl food distribution, creating pockets of scarcity that exacerbate people's struggle to access food.

The world has made progress against hunger. Undernourishment has declined from 23 to 13 percent on developing countries over the past quarter century. Even so, what a country eats reflects its economic status: people in less prosperous nations get more calories from grains or starchy roots, in industrialized countries, animal protein, fats and sugar make up a larger portion of meals.

Source: Kelsey Nowakowski in "National Geographic" Magazine, October 2017



THE PASSING OF A GLOBAL STATESMAN

By Dr Michael ATCHIA

Secretary General of AFICS-Mauritius, Past Programme Director, UNEP



Kofi Annan, born in Kumasi, Ghana, on 8 April 1938, was UN Secretary General from January 1997 to December 2006, the only black African to hold this post. He died in Switzerland on 18th August.

Current UN chief Antonio Gutierrez has been leading the tributes to his predecessor, describing Annan as "a guiding force for good".

"In many ways, Kofi Annan was the United Nations. He rose through the ranks to lead the organisation into the new millennium with matchless dignity and determination,"

He joined the UN system in 1962 as an administrative and budget officer with the World Health Organization in Geneva and later served with the Economic Commission for Africa in Addis Ababa. Became the first senior staff member of the UN to become its

SG. One of his main priorities during this period was a comprehensive programme of reform to revitalize the United Nations and make the international system more effective, which his internal knowledge of the system allowed him to do very well. A few themes stand out in his action over these years: human rights, the rule of law, the Millennium Development Goals and Africa, ties with civil society, the private sector and other partners.

During his years as UN Secretary General, peacekeeping was strengthened in ways that enabled the United Nations to cope with a rapid rise in the number of operations all over the world. He established two new intergovernmental bodies: the Peace building Commission and the Human Rights Council and played a central role in the creation of the Global Fund to fight AIDS, Tuberculosis and Malaria, the adoption of the UN's first - ever counter-terrorism strategy, and the acceptance by Member States of the "responsibility to protect" people from genocide, war crimes, ethnic cleansing and crimes against humanity. One of his initiatives, in 1999, became one of the world's largest efforts to promote corporate social responsibility.

For those of us who worked for the UNITED NATIONS, in the various agencies (dealing with education and science, with children, with refugees, with climate and environment, with sustainable development and agriculture, etc...), besides the permanent guide from the UN Charter, the leadership of Mr Annan was strongly felt, especially his efforts to strengthen the Organisation's management, coherence and accountability, involved major investments in training and technology.

Kofi ANNAN came to MAURITIUS in early January 2005 to open and lead the second SMALL ISLANDS STATES (SIDS) World Conference in PAILLES. While having at the same time to deal with the international efforts in the aftermath of the TSUNAMI of 26th December. For almost on week, he asked two retired UN staff (Mariam Gopaul and I) to work for him, presenting him 4 times a day with the info from all part of the world and all the world press on the Tsunami's aftermath. His calm and effective responses were remarkable. One immediate positive result of discussions on the Tsunami disaster (many lives could have been saved had there been an early warning system) was the setting up of early warning systems in the Indian and Pacific Oceans.

One of his closest collaborators was a Mauritian, whom he trusted with the financial management of the United Nations; indeed, on 28th January 1997 he appointed Jean-Pierre Halbwachs (Mauritius) as Assistant Secretary-General and United Nations Financial Controller. Jean-Pierre Halbwachs also became the highest graded Mauritian at the UN, a post which he occupied till 2004.

Nothing reflects better his personality than some of his key sayings. We have chosen a few below:

"There is no development strategy more beneficial to society as a whole- women and men alike than the one which involves women as central players.

Knowledge is power. Information is liberating. Education is the premise of progress, in every society, in every family.

Gender equality is more than a goal in itself. It is a precondition for meeting the challenge of reducing poverty, promoting sustainable development and building good governance.

Education is a human right with immense power to transform. On its foundation, rest the cornerstones of freedom, democracy and sustainable human development.

More than ever before in human history, we share a common destiny. We can master it only if we face it together. And that, my friends, is why we have the United Nations”.



HUMAN RIGHTS : TRIBUTE TO PROFESSOR ALFRED DE ZAYAS IN 2018

The year 2018 is the 70th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights adopted by the United Nations on 10 December 1948. The Universal Declaration, translated into a world record of 500 languages, is rooted in the principle that “*all human beings are born free and equal in dignity and rights*”. In this context, in 2012 the United Nations appointed its first Independent Expert on the promotion of a democratic and equitable order, held by an eminent human rights lawyer on a voluntary basis. It reports to the Human Rights Council and the UN General Assembly in accordance with their respective programmes of work. On 8 November 2007 the UN General Assembly proclaimed 15 September as annual **International Day of Democracy** to prevent its vital principles from being eroded.

On 15 March 2018 at the Session of the Human Rights Council in Geneva a joint event was held between the International Human Rights Association of American Minorities (IHRAAM) and Consejo Indio De sud America (CISA) to pay tribute to Alfred de Zayas, who was stepping down after completing a six years’ mandate. It was a rare occasion for two non-governmental organisations (NGO) to come together to express gratitude to the work of an Independent Expert and pay tribute to Professor Alfred de Zayas. It was titled “**Self Determination Recommendations by Independent Expert on the Promotion of a Democratic and Equitable International Order - A Review and Way Forward**”.

Barrister A. Majid Trambo, Regional Director and the UN Permanent Representative of IHRAAM, was one of the initiators of the event and mobilised their constituents to come to Geneva to share their recognition of the contribution by Professor de Zayas to people’s right of self-determination. Addressing a packed room, he said in his opening remarks ... *We are here to review the work of Professor Alfred de Zayas and the way*

forward for the right to self-determination with particular reference to the people of Jammu and Kashmir's United Nations recognised plebiscite.

Due to some unexpected events, the conference began with the "Expert Session" moderated by Ambassador Ronald Barnes, UN Representative of CISA, who expressed appreciation of Alfred de Zayas' boldness and willingness to promote and uphold the UN Charter and unrepresented peoples and nations right to self-determination.

Alfred has written extensive reports on Human Rights and is a signatory to the Declaration de Bilbo and the Declaration de Santiago de Compostelle on the Human Right to Peace. He has also put forward extensive recommendations to the UN General Assembly's sixty-ninth Session in which he suggested that self-determination is not a source of conflict; a better approach is to see armed conflict as a consequence of the violation of self-determination.

The next tribute was by Professor Nazil Ahmed Shawl, Chairman of the South Asia Centre for Peace and Human Rights (SACFPHR) who spoke about the difficulties faced by the Kashmiris to obtain their right to self-determination. He compared the Kashmir situation with the erstwhile cold war as South Asia's developing cold war which may have very grave repercussions. Professor Shawl also said that the Kashmir issue should be settled in accordance with the Kashmiri people's aspirations to secure both regional and international peace.

It was the turn of Ms Rania Madi, UN Legal Consultant BADIL Resource Centre for Palestinian for Human Rights. She reminded the audience about the eight million Palestinian refugees and IDPs who are living without the right to self-determination despite the support by the United Nations of their demand. In her speech she drew close comparisons between the Kashmiris right to self-determination and that of Palestine.

In North Africa, Mohammad Ali Arkoukou, Representative of Western Sahara, explained that the International Court of Justice confirmed the legality of right to self-determination and yet the occupiers continue to block media, plunder natural resources and create demographic change in the original population by building new settlement in Western Sahara. For the Kashmiris, the issue was familiar where the same thing occurs.

Dr. Astrid Stuckleberger, Representative of the Society of Psychological Studies of Social Issues, exposed an ignored aspect of self-determination. She had identified the lack of academic studies researching the trauma caused to individuals due to the denial of the rights to self-determination. Indeed, the picture she drew is close to the suffering of the people of Jammu and Kashmir.

"Plenary Session"

In the Plenary Session moderated by Barrister A. Majid Trambo, he described the work of Professor de Zayas by saying that he served the mandate with utter dedication and integrity. His association with civil society including non-governmental organizations community has been impeccable.

“All of us are overwhelmed that you believe a culture of peace requires education for peace; everyone should be educated in compromise, cooperation, empathy, solidarity, compassion, restoration, mediation and reconciliation, and that this culture of peace entails a strategy to identify and remove obstacles, among which are arms race, unilateralism and the tendency to apply international law a la carte.”

Barrister Trambo added that among various other issues with which Professor de Zayas has been involved is the lack of democratic participation by indigenous unrepresented peoples and nations, which is directly related to their right to self-determination. He appreciated Professor de Zayas’ proposal to re-introduce the right to self-determination as an agenda item on the Human Rights Council work and to conduct a follow-up study on the modalities of achieving self-determination of indigenous and unrepresented peoples and nations.

Barrister Trambo described himself as a native of Kashmir, reminding the participants **...“the UN promised Kashmiris right to self-determination through 1947/48 Resolutions - seventy years on, none have been enforced until today.”** He further described the human rights to peace as being in shambles in the Indian held Kashmir and stated that in the name of security, Kashmiris are subjected to gross human rights violations including the use of pellet guns through which Kashmir youth is killed, maimed and blinded.

Dr. Iqtidar Cheema, member of the United Nations Advisory Committee, in his address stated that more than 100 countries were formed under the Right to Self Determination mandated by the United Nations between 1943 and 1972. With reference to Kashmir, he referred to Nehru’s promise of a referendum which was further endorsed by the Indian diplomat to the UN in 1948. He reiterated that the legitimate armed struggle should not be misinterpreted or misrepresented as terrorism, and gave examples of the world support to Eritrea, Albanians of Kosovo and Chechnya during their fight for self-determination. **“If anything,** he continued, **“India is a state sponsor of terror as they violate human rights and international law and the bloom of dead eyes is a prime example.”**

Dr. Mirwaiz Umar Farooq, Chairman All Partiers Hurriyat Conference, paid respectful tribute to Professor de Zayas’ iconic contribution to the concept of self-determination. Speaking on behalf of the people of Jammu and Kashmir, Mirwaiz Farooq said **“I would express my gratitude to Professor Alfred de Zayas for giving hope to people living in conflict situations. He is very apt when he expounds the idea that for avoiding violence, granting self-determination is the best conflict preventing strategy. The people of Jammu and Kashmir are caught in a conflict for the last seven decades. Presently the situation is grossly critical. We are experiencing the absence of all fundamental freedoms and basic rights. From the bloom of dead eyes to everyday mayhem is a challenge for the international conscience. We hope our quest for self-determination will be supported by sane voices like Professor Alfred de Zayas.”**

The day's final speaker was Professor Alfred de Zayas, Independent Expert on the Promotion of a Democratic and Equitable International Order, who promised not to waiver in his support for the Kashmir cause, or any other just movement for the right to self-determination. He added that the Kashmiris claim is an old one, and a strong one. He declared the human rights industry is subservient to lobbies and donors and the only human rights being advanced are business friendly human rights. He hopes that this would change.

The event concluded with Barrister Trambo, Professor Shawl and Mrs. Shameem Shawl presenting a traditional Kashmiri Pashmina shawl to Professor Alfred de Zayas as a memento, which he said he received with grace.



YOUR HEALTH

A DELICIOUS POISON

It is everywhere – in cakes, confectionery and sweet drinks of course, but also in tinned vegetables, ketchup and almost all prepared dishes. In a century and a half the consumption of sugar has exploded – in France it rose from 5 kg per year per person in 1850 to 26 kg a century later, and has today reached 35 kg which is 20% of the total energy intake. In the United States of America the situation is even worse; according to the International Sugar Organization consumption amounts to 60 kg. per person per year.

One thing is certain; it is far too much. The World Health Organization (WHO) indicates that the consumption of free or hidden sugar – not including the sugar contained in fruit and vegetables – should not exceed 10% of the daily energy intake. An intake of 5% would be even more beneficial which is why WHO insists on the necessity of lowering free and hidden sugars.

Disregarded for many years, the link between sugar and health problems has been widely documented. Dr. Francesco Branca, Director of the WHO Department of Nutrition for Health and Development, stated a year ago that there is proof that keeping sugar consumption to less than 10% per day reduces the risk of overweight, obesity and tooth decay. Some experts describe sugar as useless calories and others as empty calories. A WHO report written by Dr. Branca emphasizes that sugar is not required in nutrition.

A toxic and addictive foodstuff

The concern of health specialists is even greater because obesity is on the increase. The problem is linked, of course, to an unhealthy lifestyle but also to nutrition that is too rich in fats and sugar; according the WHO the number of people who are overweight or

obese will rise from 47% in 2012 to 67% in 2030. As a result, the number of people suffering from diabetes will reach 629 million, or one in ten, in 2045. In the daily paper, *Le Point*, of 19 October 2017, Didier Raoult, professor of microbiology, considers that sugar is a poison sold in bulk, the consumption of which has spread like an epidemic.

In his book “Sugar, the bitter truth”, Robert Lustig, the American endocrinologist, speaks of sugar as toxic and addictive. According to this book, which follows on from a video, posted in 2009 and viewed over 7 million times, sweet foodstuffs act on the hormones that control the feeling of satiety, weaken the intestinal barrier and increase blood pressure, blood sugar and insulin intolerance. He states that fructose has a toxic effect on the liver, in the same way as alcohol.

With these findings in mind, many health experts are fighting against the sugar hidden in foodstuffs and endeavouring to make industrialists lower the levels of fructose. In an article published by the journal *Nature*, in 2012, three scientists from the University of San Francisco in California, Robert Lustig, Laura Schmidt and Claire Brindis, plead for a tax and the strict control of the sale of sweet products. In a recent study, WHO also recommends a limitation on marketing, especially when children are targeted, and to introduce product labelling – which is the path chosen by France in 2017 - in order to give consumers better information on the nutritional quality of the products. But the lobbies are tenacious.

Source: Pascal Santi in *Le Monde*. 23 December 2017
Translation: Elisabeth BELCHAMBER



GARDEN FLAT OR TOP FLOOR?

By Joy PATTINSON

There are many reasons for choosing a garden flat especially if you have pets. It is much more convenient than having to take the dog out early in the morning or late at night. Cats love trees to climb and birds to watch. Garden flats however don't have the same security as those on top floors.

Choosing to live on the top floor is fine until the lift fails to work. Then you can bet your life you are at the bottom with a load of shopping to get up.

Security is not the only consideration. There are friends too! I have yet to discover why, when you have a garden, BBQ and sunbeds, you never seem to be alone at weekends. It seems a garden invites all and sundry to 'pass by' even if you live in a cul-de-sac. Life is more tranquil on the top floor, even visitors with nowhere else to go, hesitate to pop in unexpectedly, except those with a mobile phone. Once you answer

that they know you are in! Sitting in your garden enjoying a large G & T on a Sunday afternoon, you can guarantee you won't be peaceful for long.

Friends of mine lived in a mobile home with beautiful grounds going down to the riverside. Both worked and weekends were the only time they had to enjoy their home and surroundings. Every weekend they enjoyed a late breakfast and would BBQ a late lunch. They had been there for about a month and got the place shipshape and enjoyed their peace and quiet with two dogs for company. However it didn't last long. Three Sundays in a row the same couple turned up with the excuse they were 'just passing by' and ignoring it was a dead end!

Not wishing to be impolite, more meat was taken out of the fridge, drinks flowed and the salad was embellished. It seemed a normal procedure. However when this was repeated on the fourth weekend, they had frankly had enough. When they asked the visitors to phone them first, they took no notice.

A decision was taken to put a stop to this repeated intrusion. From their place they could see the friends' car driving over the bridge en route. Rapidly they closed their doors and the curtains and took the dogs inside. They waited. Sure the friends would believe nobody was home and would leave, they were in a state of flux when they heard their visitors say: "They are out! Never mind. Get out the sun beds and let's enjoy some sunshine!" It was precisely 1.30pm, the usual time for preparing the BBQ. Sitting inside in silence on a beautifully hot sunny day, they could do nothing but stay there whilst their visitors sat outside enjoying themselves. They remained out there until 5.30pm!

Furious at what amounted to abuse of friendship and the temerity of this couple at making themselves at home, they decided to write a Welcoming Notice and stick it outside their door: "This is our home. We enjoy our own company especially at weekends. We have a telephone. Kindly ring it any time you feel like visiting us and we will say if and when a visit is convenient to us. It is strange that when we lived in the centre of town, you never visited us once. We enjoyed your company and the omelette you served us when you invited us that once to your flat. Saying you 'are just passing by' is as silly as saying somebody just walked past your windows! You live on the 8th floor! Thank you for your understanding".

The following weekend the same couple turned up again! Same thing happened. They locked the door, took in the dogs and closed the curtains. The couple came up to the veranda, read the notice and said: "Oh! That's not meant for us of course". Hearing this they opened the door, let the dogs out and stood there. "We are out today! Yes the notice also includes you. We like your company but can't stand your regularity and hours. Please just stay for a drink and then leave us to enjoy our privacy. Don't come by again without telephoning us first as a common courtesy. CHEERS! Now on your way." It worked.



CABBAGES AND KINGS : A LITTLE SPOT OF TEA

By Aamir ALI

We are going to run a rapid course, a speedy course, a heady course. It is, of course, going to be a regular course. It would, of course, be of a certain distance, of a certain consistency, and of a certain temperature. It will be naturally of a certain heat, as is normal in any course that I may put on. It may perchance be a dead heat.

Let me begin with a hot cup of tea. Or, let's say, as soon as you feel your mouth a-burning, as soon as your lips a- scorching, as soon as you feel your throat a-heating; then you know, you just know that it is time for the next phase. The next phase, that's the phase that we want, that's the phrase that we need.

Aha, the next phase-phrase always talked of 'getting on with the next phase.' They never seemed keen to get on with next phase, nor for that matter, with the present one, but they were always keen to do the next one.

Mind you, 'the next one' is a flippy-floppy one. You can never be certain of it. For instance: you may sound a happy one, a merry one, a joyful one. And yet, where may you find yourself? I ask you; where may you find yourself? You may well find yourself sounding a happy note. Or, you may find yourself, finding a really comic little note.

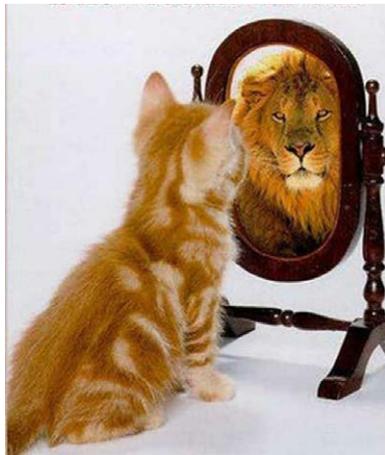
Oh dear, you know, I had completely forgotten to sound the humorous, the jolly, the laughing note.



A GLANCE.... SECRETS FOR HAPPINESS



Always see the glass half full !!!!



Believe in your image



Laugh as often as possible



EMPATHY: A VOCABULARY EVOLUTION



According to the specialists, in 1873, the German philosopher, Robert Vischer, was the first to make a distinction between “*vestchen*” (compassion) and “*einfühlung*” (empathy). Later, another German philosopher, Theodore Lipps, used the word “empathy” to describe the philosophy of the spirit through which the observer projects himself in the objects he sees.

Nowadays empathy describes an inner capacity to share emotions without confounding “self” and “others”. In other words, “TO PUT YOURSELF IN SOMEONE ELSE’S PLACE”.

In the light of this, let us pay tribute to the volunteers who have this capacity and who, after appropriate training, accompany those who are seriously ill and/or about to die.

Empathy may, for instance, be observed when, on the eve of a serious and risky operation, the professor visits his patient. The responsibility and competence of the one are faced with the anguish of the other. The words and manner of approach of the professor play a major role, and at the end of their conversation the patient is reassured.

Empathy may be particularly intense when someone is about to die. People who are very much in love may believe that only death will separate them, but when the inevitable outcome is there, the confrontation with reality becomes unbearable. This is where empathy plays its part and allows the person who is departing to another world to treasure the happiness they have shared by entrusting their companion to precious memories. This posthumous transmission demonstrates the sublime strength of the relationship between these two beings.

This is why we should not misuse the word “empathy” which, together with the word “love” are the most beautiful words in the world.

René GUENARD

Translation: Elisabeth BELCHAMBER



ALAIN – A DISCREET FRIEND

Alain Vincent, a member of the AAFI-AFICS Committee, left us on one of those warm days of June that announce the arrival of the summer. Alain always preferred the warmth of the sun to the chill of the sad grey days of winter.

As Alain himself named it, the “crab”, ever insatiable, won the fight that he had wagered to gain, after each treatment, each operation. in the hope of overcoming, or at least postponing to much later the inevitable outcome. He had so many plans for family and friends: to go to the Vendée, where he is buried, to travel, receive friends, write, enjoy the countryside, and draw ...

Drawing ... for Alain every pen, pencil, biro or any other object to create forms and lines was the natural continuation of his hand, his way of expressing life. He had illustrated several AAFI-AFICS publications reproducing the ideas entrusted to him. He had made it a custom, which his friends welcomed each year, to send his greetings as drawings on a sheet of paper full of colour, which represented everything that had interested him during the year. A colleague described Alain’s arrival in the office in the morning: he started by drawing on any piece of paper what he had felt, or dreamed during the night or simply what he had seen on his way to the Palais.

Drawing was also a means of offering his gift to friends, those who asked for help while building or renovating their home. Or, giving practical advice on improving, for instance, thermic insulation, or suggesting an aesthetic transformation, but always with the utmost discretion and modesty. He shared his enthusiasm for using wood in all its forms.

Life, especially his illness, prevented him for taking a more active role in the meetings of the Committee. He was extremely attentive to the problems of others, believing that their problems were far greater than his.

I have lost a close friend with whom I shared, and continue to share, a love of beautiful things, words, drawings. Our thoughts are with his wife, Nelly, and daughter, Aude.

Pierre VANGELEYN

Translation: Elisabeth BELCHAMBER



IN MEMORIAM : WITOLD ZYSS (1928-2018)

We have learned with much sadness the news on the passing away of our colleague and mutual friend **Witold Zyss, President Emeritus and former President of FAFICS, who passed away in Paris on 27 August 2018.**

Since his recruitment at UNESCO in the early 60's, Witold Zyss was a defender of the rights of the staff and a firm believer in the ideals of the United Nations and the independence of the international civil service. He served UNESCO both in the field, as The Organization's representative in Brazil, and at HQ in Paris. At the end of the 60's he was elected for several years President of the UNESCO Staff Association and was an active counsel to the staff in some thorny disputes with the Administration. Later on he chaired the Federation of International Civil Service Associations (FICSA) and established constructive relations with the International Civil Service Commission (ICSC) and the Pension Board.

For over forty years, from 1970 to 2010, he attended the Pension Board sessions either as a representative of the Director General of UNESCO or as a representative of the participants, and once he retired as a representative of the retirees.

At the end of the 80's, he presided over the Association of Former UNESCO Staff Members (AFUS) and he was elected President of FAFICS in 2002 for six years. He later on continued to be involved in the affairs of FAFICS as President Emeritus.

Witold was a bright, lucid and hardworking jurist. He mastered his files and took always moderate positions while defending principles unflinchingly. He could at times argue on the basis of his convictions and disagree with ideas but never attacked persons. His memory was phenomenal and he would usually find original solutions to difficult problems but with a great deal of modestie.

He leaves us with a legacy of golden marks along his path. Always elegant and firm when defending a position with his rich command of several languages as an early translator. And always respectful of opposing views, ready to negotiate, but ever thru undue pressures.

No wonder upon conclusion of his tenure as a representative of FAFICS on the Pension Board, he was unanimously and unprecedentedly declared by the Board, as an 'Honorary member', the first and thus far the only one in the Board's history, in recognition of his contribution to its work, the longest in various capacities during forty years of the Board's history.

Witold Zyss will forever be remembered, and some day he will be assessed, amongst the most distinguished staff members serving the UN system, for his remarkable contribution at the various stages and facets of his long service. That being whether administratively in UNESCO, wherein even in high positions, was always a most effective defender of staff rights, including taking pro bono appeal cases of staff

members before the Tribunal, or in other realms of the system, like FICSA, as a representative and/or one of its Presidents.

And once retired, as a most active President of AFUS and in FAFICS, always looking after the protection of the rights and benefits of all, prior to and during his distinguished presidency of the Federation from 2002 to 2008, following the fecund presidency of George Saddler.

May Witold rest in the peace of the Lord, with his beloved Isabelle, "*until the day breaks and the shadows flee away*".

Marco BRESCHI, President of FAFICS
Georges KUTUKDJIAN, President of AFUS
Andrés CASTELLANOS DEL CORRAL, President Emeritus, former President of
FAFICS



ILS NOUS ONT QUITTÉS

THEY HAVE PASSED AWAY

Avis reçus à la Caisse des Pensions de janvier à mars 2018

UNOG

AL.KHALIDI Walid Moustafa	23 05 2018
BARGER Dorothy Marjorie	28 09 2018
BAUER Louis	14 96 2018
BERGER Anna	23 02 2018
BONNY Olive	06 02 2018
CARTER David Ian	18 05 2018
CHANDLER Suzanne Lucienne	08 04 2018
DAES Erica Irene	01 02 2018
DIALLO Issa	28 05 2018
DJAJASMITA Hilman	18 03 2018
EL NAGGAR Gerd	21 02 2018
FELDMAN Gisela	14 07 2018
KNUTSSON Rolf Goran	17 05 2018
LAWTON Catherine	30 05 2018
LHOULLIER Bernard	30 07 2017
LOPIS-CASTELLO Maria	30 03 2018
MAIRE Anne-Lise	28 03 2018
MANGIN Janick	19 04 2018
MARCHETTI Marcelle	05 05 2018
MITCHELL Isabella	21 04 2018
MIZRAHI Jacques	23 11 2017
MORTIER Bernard	22 03 2018
PEJOVIC Petar	02 04 2018
PETIOT Michel	08 06 2018
RAMADE Maurice	20 08 2018
SABOUNGHI Yusef	05 06 2018
SMYSER William Richard	20 03 2018
SPINA Antonino	22 03 2018
SULEMAN Syed A.	01 03 2018
TAYFUN Elisabeth Mary	15 04 2018
VALERA Leopoldo	04 04 2018
7HANG Fenyan	04 04 2018

UNHCR

MAUNGA MUKENE Gisele	03 07 2017
PASTOR-ORTEGA Cesar	05 06 2018
PORTIER Gerard Eugene	11 05 2018
SAIZ-DEVOS Estrella	23 05 2018
TEPE.MENSAH Fridolin	20 08 2017
TEZIER Patrick	28 03 2018

GATT

UHDE Maria Carmelita	06 06 2017
----------------------	------------

ILO

AHMAD Zubeida	04 03 2018
ALI IBRAHIM Mohamed	02 04 2018
BENHAM Richard	01 05 2018
BIVORT Sara	01 10 2017 ¹
CHARDON Yvette	03 06 2018
CHARKIEWICZ Michael	29 04 2018
CHEVALIER Maria-Pia	25 03 2018
CHEVRON Jean-Jacques	23 09 2018
CHIVERS Patricia Ling	16 06 2018
CLEWESTAM Jan	31 01 2018
CONTARGYRIS Marie-Paulette	02 04 2018
COURDOUAN Jean	15 06 2018
CUENI Mila	04 05 2018
DECHAVANNE Y.J.	25 04 2018
DHARMALINGAM Sinnish	17 03 2018
DOWDING Albert	02 05 2018
FISH Maurice	28 03 2018
GABBAY Marcel	10 06 2018
GIL Avishai	27 01 2018
GLADSTONE A.	01 06 2018
GOBIN Xavier Paul	24 01 2018
HAMMOND Henriette	21 05 2018
HOLMES Nadia Estelle	07 04 2018
HUSTER Wolfgang	25 03 2018
IBRAHIM-TROUW Mia A.	27 05 2018
IVANDA Krystina	31 05 2018
LESAGE Michel J.P.	14 05 2018
MACEIRAS Carmen Liliana	22 03 2018
MARROCCHESI Lucia	03 05 2018
MARTENOT M.R.	07 05 2018
MOKDANE SORDET Anne Marie	04 05 2018
MOTTS Marion Gibson	13 04 2018
MOUDI KI Jacques	24 03 2018
PALMER Cynthia Ann	06 05 2018
PAPARESTA Rafaello	02 04 2018
PARCEVAUX Jacques R.P.	10 05 2018

¹ Born on 09 08 1916

...ILO

PAUL Jean Erik 12 06 2018
 PAULIN Roger 31 03 2018
 RAJ Gomathy Sylvia 15 05 2018
 RHANDRIAMIHARISOA C-E. 23 03 2018
 RICCA Sergio 11 03 2018
 ROYER Claudine 16 05 2018
 SOLIGNAC Josette 11 05 2018
 SOTO ROBLES Antonio 14 04 2018
 SOUSSOU Yvonne 12 05 2018
 TYAGI Sheoraj 02 04 2018
 WASTELL Mary Burgess 13 05 2018
 WEINZ Wolfgang 26 03 2018
 WENGER P. 26 05 2018

ITU

BESADA Jorge 28 04 2018
 BURNS Robert 30 03 2018
 COSSY BEETSCHEN Colette 12 05 2017
 DE CRECCHIO Francesco 20 03 2018
 NICOUD Gilbert 06 04 2018
 PERLER C. 05 06 2018
 TOMASI Michel 15 05 2018

UNCHS

CERVENY Milos 29 04 2018
 RAMACHANDRAN Arcot 18 05 2018

WHO

AMEGADZE Yawo Ganyo 21 04 2018
 ARBEZ.CARME Gerard L. 12 05 2018
 BAILEY M. 14 06 2018
 BENARD Simone M. 15 06 2018
 BERTHOLET Pierre-André 26 05 2018
 BHOLA Ram 05 05 2018
 BORNER Magdalene M. 09 05 2018
 BROULAND Marie-Therese 15 05 2018
 CIVIL-LOPEZ Maria Luisa 27 04 2018
 COHEN Bernice 31 03 2018¹
 CONSTANTIN Marie A. 24 05 2018
 DA SILVA Janete D. 09 02 2018
 DARNSTETER Jean-Paul 02 06 2018
 DE LA VEGA Elmo 11 04 2018
 DE LEON Filemon G. 30 04 2018
 DE LOPEZ Vilma Degregori 02 06 2018
 DOCAL S.R. 18 10 2017
 FEJFAROVA Marie 22 03 2018²
 FELONIA Manuel B. 21 05 2018
 FERRY Bernadette 10 04 2018

...WHO

GIRARD Susanne M. 23 05 2018
 GUTTERIDGE Frank 05 05 2018
 HORNBANGER Waltraud 05 04 2018
 IMBUA-BOGUI Guy 09 06 2018
 KERVIAN Helene 27 05 2018
 LAWTON Catherine Julie 30 05 2018
 MAHASSAN Sylvia M. 15 06 2018
 McMONIGLE John James 01 06 2018
 MENDOZA Eloise A. 07 04 2018
 MENOR Melquiades M. 13 04 2018
 MEREDITH Timothy John 22 05 2018
 MITTAR Jagdish 28 05 2018
 MORAN Norberto 27 03 2018
 MOREIJ HENEBERG Vera K. 27 03 2018
 MOTT Ingrid 29 04 2018
 MYSLIL Vlastimil 13 06 2018
 NIKITAS Georges 01 05 2018
 OH Heinan 21 03 2018
 OLSEN Daphne 25 03 2018
 OUEDRAOGO Guigma S. 25 04 2018
 RASHED Gamal 01 03 2018
 REY Dora 10 05 2018
 ROSCHKE Maria Alice 21 05 2018
 SAMSON Paul Martin 01 06 2018
 SCHLUTER Peter 19 05 2018
 SERA Carlos Manuel 11 03 2018
 SHARONY Hana-Rachel 18 03 2018
 SILVA SERRANO Homero 13 06 2018
 SIMKOKO Neema Gideon 11 05 2018
 SIRVENT-RAMOS
 Consuelo G. 28 05 2018
 STANKOV Svetoslav K. 11 06 2018
 SZCZEBAN Jerzy 01 05 2018
 TEKLEMICHAEL Nirayo 17 03 2018
 TEYA Marie-Christiane 29 03 2018
 THOMEN Altagracia 05 03 2018³
 UHDE Maria Carmelita 06 06 2017
 WASSEF Nabil Shafik 11 03 2018
 ZIA Bilqis 11 05 2018

WIPO

GARCIA GARCIA Margarita 05 01 2018
 HIGHAM Philip 27 05 2018

WMO

JOSEPH Irene 10 03 2018

UNHQ

ABUSHADY Madge Maren 29 03 2018

¹ Born on 31 03 1916

² Born on 10 01 1911

³ Born on 22 10 1915

...UNHQ

ALMARIO Virginia 08 06 2018
 AYENGER Shanta 19 10 2017
 BASSIN Benjamin 27 03 2018
 BERGMANN Harald B. 24 04 2016
 BONANNO Santo John 11 04 2018
 BROWN Hilda 27 03 2018
 CHATEL Simone Marie 04 05 2018
 CORE Ofra Dee 03 04 2018
 CROSET M. 11 05 2018
 DAMIC Ante 19 03 2018
 DE TURRIS Martha 05 06 2018
 DEAN Enid 19 04 2017
 DEVERA Richard 11 06 2018
 DONOHOE Michael 15 03 2018
 DRISS Nour E. 06 04 2018
 DURAN Alfonso 27 04 2018
 EINARSON Per 17 04 2018
 FARAH Abdulrah Abba 14 05 2018
 GAGLIARD Dorothy 14 07 2018
 GARIEPY Yves 12 06 2018
 GLUSCHKE Wolfgang 15 04 2018
 GRECO Lisa 08 04 2018
 GRILLOT Fernand Albert 10 04 2018
 HABTE Fisseha 26 03 2018
 HARKIN Daniel 13 04 2018
 HAYWARD Irving M. 02 04 2018¹
 HO Howard Kan 05 06 2018
 HSIUNG Richard 19 05 2018
 IDAROUS Ahmed 05 04 2018
 ISAACS Laurel 23 02 2018
 JAWIEWISCZ Jan 04 03 2018
 JONAS Mary 09 02 2018
 KENESSEY Stefania Ivanova 13 03 2018
 KENNEL Mary 05 05 2018²
 KHALIL Antoun 06 06 2018
 LAZARIS Apostolos 07 03 2018
 LESANU Minas 11 02 2018
 MARA Cheikh Hamaliah Tidi 27 05 2018
 MATOSAS Juan 30 05 2018
 MIRAANDA Consolacion 03 05 2018
 MISHARIN Vladislav 23 03 2018
 MOSKALEVA Henrietta I. 14 03 2018
 NARDINI Angela 13 03 2018
 O'BRIEN Joseph 27 03 2018
 O'CONNOR Marion 14 03 2018
 OURS Monique 03 05 2018
 POTOOKIAN Nicola 23 03 2018

¹ Born on 05 04 1917

² Born on 23 10 1916

...UNHQ

QAZI Zahoor Ahmed 09 03 2018
 RASMUSSEN Alice 22 02 2018
 RETTY Thelma 20 03 2018
 RIFAI Najmuddine 24 03 2018
 ROSETTI Ugo 26 03 2018
 SAIRATTANEE Dhanapol 04 04 2018
 SAXENA Ghanshyam B. 11 05 2018
 SHAW Joseph F. 31 03 2018
 SHU Lin 27 03 2018
 SLATER Jr Edward F. 29 11 2017
 TROTTA S. 25 09 2018

ECLAC

BRUCE Sheila 24 05 2018
 CARDENAS Raquel 31 05 2018
 DE GONZALEZ Ruth L. 23 05 2018
 FIGUEROS Rosa 14 05 2018
 GANA Edouardo 23 05 2018
 GOMEZ Patricia 10 03 2018
 LOPEZ Jaime 13 11 2014
 MORENO Maria Natividad 05 05 2018
 REYES Guillermo E. 26 05 2017
 VAZQUEZ Manuel 05 03 2018
 WOOD Elsie 07 03 2018

ESCAP

ASSIMANN Elizabeth 19 04 2018
 BINUMA Saphiya 23 01 2018
 ISARASAKDI Yingpan 21 04 2018
 MINOCHER-HOMJI Villie 01 05 2018
 PENGSUPAYA S. 05 06 2018
 SUNTHORNVATIN Charn 20 05 2018
 TANSUWAT Naree 16 04 2018

FAO

ALROUECHDI Khaled 16 12 2017
 BOSCH Dieter 25 04 2018
 BOTTIGLIERI Joyce 26 03 2018
 CARUCCI Renato 15 04 2018
 DARDARANADA Banchob 12 04 2018
 DE FABIO Luciano 26 04 2018
 DE LABURU Maria Begona 29 03 2018
 DSEHPAND Pandurang 11 04 2018
 DI MATTEO Ciro 16 04 2018
 DUTIA Rohini 03 04 2018
 ELLIOTT Clive 18 04 2018
 FINELLE Pierre 22 03 2018
 FOMBA Fatouata 04 03 2018
 FYSON John Forbes 14 05 2018
 GAUTHIER J. 10 06 2018
 GONZALEZ Luis 03 02 2018

...FAO

GUGNANI Kanta 01 04 2018
 HAFEZ Samir Mohamed 22 04 2018
 HIPOLITO DOS SANTOS
 Jose 12 12 2017
 IZZO Clara 10 04 2018
 JOPLING Jane 23 05 2018
 KAKAR M. 25 11 2016
 KAMARA Amadou Moustapha 12 03 2018
 KASIRYE Bumali 21 08 2014
 KEIR R. 28 04 2018
 KHALIL Abbas 28 11 2016
 LEON Eduardo 28 02 2018
 LEPISSIER Marie-Thérèse 25 04 2018
 LEUTOURNEAU
 Leo Reginald 07 06 2018
 LOWE Peter Dignam 18 03 2018
 MACCUAIG Roderick Donald 30 03 2018
 MARI Vittoria 18 01 2018
 MARTELLA M. 08 01 2018
 MORENAS Y. 08 04 2018
 MUNEMO Talkmore 10 11 2017
 NATICCHIONI Elisabetta 12 04 2018
 PANIAGUA Jimenez Pedro 11 05 2018
 PODEDWORNY Henryk 16 07 2015
 QUATTROCCH
 I-MONTANARO 29 03 2018
 QURESHI Nazir Mohammad 28 01 2018
 RABANAL Herminio 21 04 2018¹
 RAJAN Srinivasa Soundara 06 04 2018
 RUGGERI Giancarlo 22 06 2018
 RUSHDI Mariam Ahmed 06 03 2018
 RUSSO Francesco Antonio 10 06 2018
 SANDRINI Italo 28 05 2018
 STENNETT Velta 13 02 2018
 STRUTZ Christian 13 02 2018
 TATCHELL Roger John 11 03 2018
 VAN DER SLOOTEN Harry 09 03 2018
 VAN STEENBERGER Jean M. 09 04 2018
 VERMES Miklos 12 04 2018
 VIRDI Sher Singh 07 05 2018
 WESTLEN Elsie Matilda 11 03 2018

IAEA

COOLBAUGH Cynthia 13 08 2017
 ERICSON A. 16 05 2018
 GYASI Ntiri-Acquah 24 03 2018
 KIETREBER Nektaria 05 04 2018
 LAZAREV Nikoai Nikolaev 01 04 2018

...IAEA

LIPATOV Yury 10 05 2018
 MANZEL Klara 29 04 2018
 MEYER Hans-Friedrich 30 04 2018
 MIGUEL Janine 25 05 2018
 NAZIFI Abdel Hai 24 03 2018
 RAINER Reinhard 19 03 2018
 SCHENK Ingeborg 16 01 2018
 TAYLOR James 30 03 2018
 THOMAS Bernard Alain 27 03 2018
 TUGSAVUL Ayseb 18 04 2018

ICAO

BROWN Gloria 17 04 2018
 COOPER Goldie E. 17 05 2018
 ERLAN Fernand 03 05 2018
 JONES P. 10 05 2018
 MILDE M. 06 05 2018
 MRAGEL Gladys 28 03 2018
 PENNING Shirley 14 06 2018
 ROTALDA Susana 11 03 2018
 SOBERANO Arlin 19 04 2018
 WHITTAKER James 14 03 2018

ICTR

SALBULL Franklin Mejooli 21 05 2016

IFAD

MORELLI Allegra 18 03 2018

IMO

BLOM Kent Olof 31 12 2017

UNDP

AGU Joseph U. 17 02 2018
 AL KADHIMI Saad 24 09 2017
 AMAN Mohammad 25 11 2017
 AMBANGILE Salum Nelson 25 11 2017
 ATEM James Malual 01 10 2014
 BARRY Rama 21 08 2015
 BERNANDER Bernt 08 04 2018
 CANDE Fernando Sori 27 05 2013
 CEESAY Faye 11 09 2017
 DE CLERQ Andre 14 05 2018
 DURACHMAN Abadi 20 04 2018
 FERREIRA Claudina 01 05 2018
 GAMEZ MACHICAO Efrain 08 03 2018
 HOFFMANN Celia 05 06 2018
 HUSSEN Ahmad Yusuf 21 03 2018
 JONSSON Isleifur 23 05 2017
 KESSLER N. 09 07 2017
 KILEMBIKA Edouard 11 03 2018

¹ Born 20 09 1917

...UNDP

KITATNI Katsuhide 06 04 2018
 KOLVOGUI Massa 21 01 2018
 KOVACIK Viera 29 03 2018
 LIZAIRE François 17 01 2018
 MARIATOU Charlotte 21 12 2017
 MUTUMBI Kuku Dia Bunga 10 11 2018
 NGOUDIABANTOU Gabriel 01 10 2017
 ORTIZ DE FLORES Maria 30 03 2018
 OTHMAN Ousman Nasiru 18 02 2018
 PATEL Roshen 10 06 2018
 PHAM Van 07 03 2018
 STABEN Nora 04 04 2018
 VALLADARES Juan Teodoro 02 02 2018
 VERNA Pushpa 15 01 2018

UNECA

KAHSAY Negasi 15 01 2018
 KOUNKOU LOUVA Guillaume 18 04 2018
 MULUSEW Tebeje 23 09 2017
 RANDRIANARIVELO Martin 31 07 2002
 WESTAWAY Evelyn 06 04 2018

UNEF

IBRAHIM Helene 23 02 2018

UNESCO

ATAL Yogesh 13 04 2018
 BALBIR J.K. 12 04 2018
 BAYATTI Yvonne 23 03 2018
 BELLAHSENE Louise 16 05 2018
 BERKELEY Jeanne 03 08 2017
 BOLTON-MAGGS John 06 04 2018
 CHARPENTIER-ECK Michele 01 04 2018
 COGE Michel 01 04 2018
 COUDERT Pierre 23 04 2018
 DE MEYER Edmée 11 04 2018
 DJAKA Ekok 07 04 2018
 ELLIOTT Michael 14 03 2018
 GIRAUD Yves 05 05 2018
 HARTER Jeannine Maria 19 03 2018
 HUSAIN Meheruni 02 06 2018
 IASSINSKAIA Svetlana 20 03 2018
 KURIMOTO Kazuo 09 04 2018
 LEAL A.M. 13 06 2018
 LEHOCZKY Simone 24 03 2018
 LINIGER-GOUMAZ Max 12 04 2018
 MAINPRIZE Peter Hawtrey 09 06 2018
 MASSEE Holly 17 04 2018
 MORVAN Jacqueline Elmire 13 05 2018
 NGUYEN MINH
 Thanh Tuyen S. 26 01 2018

...UNESCO

PODKANSKA Pierrette 06 05 2018
 PUTEGNAT Felipa 04 06 2018
 STUTZ Percy 19 03 2018
 TAN Ursula 12 05 2018

UNFICYP

HOECHTI Klaus 04 02 2018

UNIC

DE ACCARDI Elsa 08 06 2018
 NARIKO Otiri 13 04 2018
 TRAVOULAY M. 18 04 2018

UNICEF

AHIMAZ David 03 05 2018
 ALAM Mohammad Aijaz 24 05 2018
 ANKARI Mahamat 27 11 2016
 BEGUM Kurshida 09 10 2017
 FOCK SENG Ho Tu Nam 27 05 2018
 GOMES Anthony 07 05 2018
 GRUNTH Per Lykke 29 03 2018

GUNAPAIA

Weerapureage Pat 12 08 2016
 IVANOV Ivan Mladenov 17 06 2018
 KHATUN Zarina 15 01 2018
 LE CLERQ J. 11 05 2018
 MGOMBERE Marianne A. 22 01 2018
 NASCIMENTO Alamir Pereira 29 05 2018
 OSTBERG Brita Elisabet 30 04 2018
 PORTIER Gerard Eugene 11 05 2018
 TANSAI Zeweldi W. 04 03 2018
 WOLFF Jean 28 12 2017

UNIDO

BAKER Wanda M. 16 04 2018
 BEHENS Werner E. 22 03 2018
 BIRIZ Laszio 17 05 2018
 BOURGIGNON Agnes 06 04 2018
 KENGEM Emile Cornells 24 02 2018
 KOHLI Bai Raj 22 03 2018
 LANGER Renate 29 04 2018
 MAJID Mahummad A. 05 05 2018
 OXLEY John Hanson 06 04 2018
 PATEK Gabriele 30 05 2018
 PRUZAN Gregorio 03 06 2018
 PUMMER Richard 29 03 2018
 SCHONFIELD Eva Jean 14 04 2018
 VICENS GIRAIT Francisco 03 06 2018

UNIFIL

AL.SOWEID Ibrahim R. 18 04 2018

...UNIFIL DIAB Maroun Massoud	02 05 2018	UNOV CALUPAS Carlos	07 04 2018
UNMIBH HASANOVIC Mustafa	17 09 2017	UNTSO SIBLINI Ali Moussa	16 04 2018
UNOMIL NYUMAH Patrick	18 06 2017	WFP DAVIES Christine Grant	21 03 2018



AAFI-AFICS 78ème Assemblée Générale



Sylvie Jacque



Alan Blythe



Odette Foudral



Alain Blythe



Johanna Eilers Martinoli



Venkataraman Narasimhan



Prisca Chaoui



Pierre Vangeleyn



Ravindra Chopra



Wolfgang Milzow



Solène Wete



Monika Spyczak-von-Brzezinska
Brian Mac Call



Elodie Ducher et Florian Erard



Laura Morros



France Henry



Juan Mateu